



L'Effroyable Imposture

Thierry Meyssan



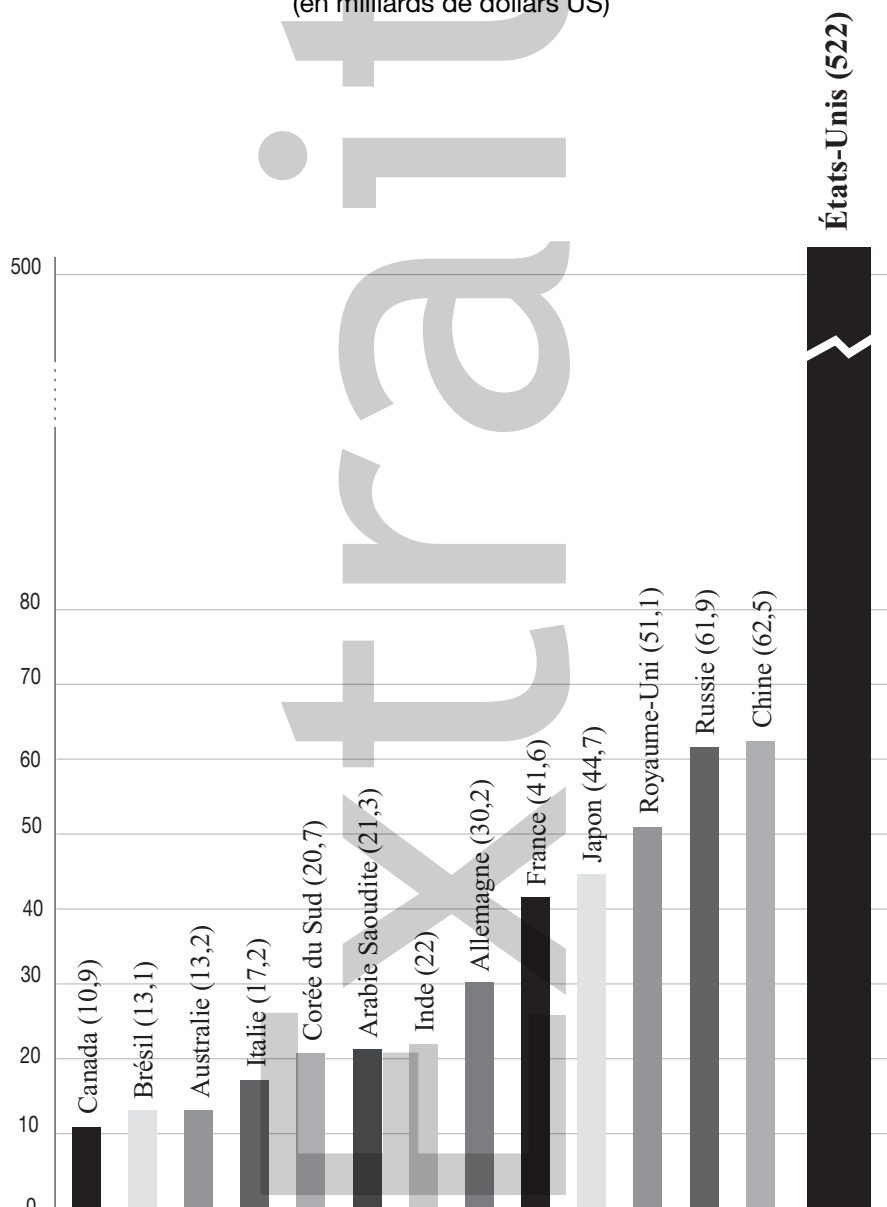
ANNEXES

&

DOCUMENTS

Les budgets militaires des principaux pays en 2005

(en milliards de dollars US)



Ce tableau (en milliards de dollars US) montre le poids écrasant des dépenses militaires américaines. En 2001, avant les attentats, elles étaient déjà supérieures à celles des 25 pays suivants. Depuis cet écart s'est encore creusé.

Note de documentation du département d'État sur Oussama ben Laden

Pour justifier des bombardements du 20 août 1998, en Afghanistan et au Soudan, le département d'État a diffusé une note de documentation dans laquelle il écrit la légende de ben Laden.

Le 20 août 1998, l'armée des États-Unis a attaqué plusieurs installations du réseau terroriste dirigé par Oussama ben Laden. À l'heure actuelle, ce réseau dirige, finance et inspire une multitude de groupements extrémistes islamiques qui commettent des actes de terrorisme à travers le monde.

Le réseau ben Laden est multinational et est présent dans le monde entier. Ses figures de proue sont aussi des dirigeants de haut rang dans d'autres organisations terroristes, notamment dans celles désignées par le département d'État comme étant des organisations étrangères terroristes, telles que la « Jamaa islamiya » (Égypte) et le Jihad islamique (Égypte). Oussama ben Laden et son réseau cherchent à provoquer une guerre entre l'Islam et l'Occident et à renverser les gouvernements musulmans en place, tels ceux d'Égypte et d'Arabie Saoudite.

Notre décision d'attaquer des installations appartenant au réseau d'Oussama ben Laden fait suite à des renseignements convaincants selon lesquels son groupement, en collaboration avec d'autres groupements de terroristes, était à l'origine des attentats odieux perpétrés le 7 août contre les ambassades des États-Unis à Nairobi (Kenya) et à Dar es-Salaam (Tanzanie). Des membres du réseau d'Oussama ben Laden ont aussi participé, la semaine dernière, à un complot qui prévoyait l'exécution d'autres attentats contre des ambassades des États-Unis.

En outre, le 19 août, un front islamique créé par le réseau ben Laden et qui s'intitule « le Front islamique mondial pour la guerre sainte contre les juifs et les croisés », s'est félicité des attentats à la bombe perpétrés contre nos ambassades et a déclaré : « L'avenir des États-Unis sera sombre (...) Ils seront attaqués de toute part, et des groupements islamiques surgiront les uns après les autres pour lutter contre les intérêts américains. »

Les attentats atroces qui ont eu lieu en Afrique ne constituent pas la première fois où des membres du réseau d'Oussama ben Laden se sont livrés à des actes de terrorisme contre les États-Unis et leurs alliés. La liste de ces actes est longue : Ils ont conspiré pour tuer au Yémen des soldats américains qui s'apprêtaient à participer à l'opération à caractère humanitaire réalisée en Somalie en 1992. Ils ont tramé l'assassinat en Somalie de soldats américains et de soldats d'autres pays qui se trouvaient dans ce pays pour distribuer des vivres à des Somaliens souffrant de la faim.

Le réseau d'Oussama ben Laden a aidé des terroristes égyptiens qui ont tenté d'assassiner le Président Moubarak (Égypte) en 1995 et qui ont tué des dizaines de touristes en Égypte ces dernières années. Le Jihad islamique (Égypte), qui est l'un des principaux groupements de ce réseau, a commis en 1995 un attentat contre l'ambassade d'Égypte au Pakistan au moyen d'une voiture piégée. Cet attentat a causé la mort d'une vingtaine d'Égyptiens et de Pakistanais. Des membres du réseau d'Oussama ben Laden ont prévu de faire exploser des avions de compagnies aériennes américaines dans le Pacifique et ont conspiré séparément pour tuer le Pape.

Des adeptes de ce réseau ont fait exploser une bombe, en 1995, dans les bâtiments de la mission américano-saoudienne d'entraînement militaire situés à Riyad (Arabie Saoudite).

Le réseau d'Oussama ben Laden a fait connaître à plusieurs reprises son violent programme anti-américain :

. En août 1996, Oussama ben Laden a diffusé sa « déclaration de guerre » contre les États-Unis.

. En février 1998, il a déclaré : « Tuer un soldat américain est mieux que gaspiller son temps à faire autre chose. »

. En février 1998, le Front islamique mondial pour la guerre sainte contre les juifs et les croisés, qui fait partie du réseau d'Oussama ben Laden, a annoncé son intention de s'attaquer aux Américains et à leurs alliés, qu'il s'agisse de militaires ou de civils, partout dans le monde.

. En mai 1998, Oussama ben Laden a déclaré, lors d'une conférence de presse qu'il a donnée en Afghanistan, que l'on verrait les résultats de ses menaces « dans quelques semaines ».

Le réseau d'Oussama ben Laden

Oussama ben Laden a indiqué que son objectif était « d'unir tous les musulmans et de créer un gouvernement qui suive les règles des califes ». Le seul moyen d'y parvenir consiste, selon lui, à renverser presque tous les gouvernements des pays musulmans, à faire disparaître l'influence occidentale de ces pays et à supprimer un jour les frontières entre les États. Son réseau apporte un soutien à des terroristes en Afghanistan, en Bosnie, en Tchétchénie, au Tadjikistan, en Somalie, au Yémen et maintenant au Kosovo. Il entraîne aussi des membres de groupements terroristes de pays aussi divers que les Philippines, l'Algérie et l'Erythrée.*

* Sur le recrutement de mercenaires dans le monde musulman (ou « djihadistes ») par la CIA au Kosovo, lire l'excellent ouvrage de Jurgen Elsasser, *Comment le djihad est arrivé en Europe*, (préfacé par M. J.-P. Chevènement), aux éditions Xénia, en 2006.

Renseignements divers

Fils cadet d'un riche entrepreneur saoudien, Oussama ben Laden a mis en place une organisation mondiale dans les années 1970 en vue de recruter des terroristes musulmans désireux de participer à la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan. En 1988, il a créé un réseau spécialisé dans le terrorisme et la subversion. En 1989, il est revenu en Arabie Saoudite, mais pour peu de temps car le gouvernement saoudien l'a expulsé l'année suivante à cause du soutien qu'il continuait d'apporter aux groupements terroristes.

Oussama ben Laden s'est alors installé au Soudan d'où il a poursuivi son soutien aux activités terroristes. À la demande insistante des États-Unis et à la suite de la tentative d'assassinat du Président Moubarak, dans laquelle il a été impliqué et le gouvernement soudanais complice, le Soudan l'a expulsé en 1996. Il a cependant conservé des intérêts financiers et des biens considérables dans ce pays.

« La guerre sainte de l'Amérique »

PAR WILLIAM S. COHEN

Le 12 septembre 2001, dès le lendemain des attentats, l'ancien secrétaire à la Défense de Bill Clinton, William S. Cohen, appelait à substituer l'idéologie de la « guerre au terrorisme » à celle de la « *guerre froide contre le communisme* » dans une tribune libre au titre évocateur : « La guerre sainte de l'Amérique ».¹ Cette tribune, publiée dans le *Washington Post*, préfigure la rhétorique politico-religieuse de la croisade que George W. Bush va lancer.

La fumée se dissipe lentement dans le ciel de New York, Washington et dans l'ouest de la Pennsylvanie... Néanmoins, ce matin, bon nombre de choses concernant les attaques terroristes d'hier demeurent embrumées. Ce qui est clair c'est que le peuple américain ne succombera pas aux terroristes, et il ne trouvera pas le repos tant que les responsables n'auront pas été traduits devant la justice.

Le fait que nous soyons une société libre et que notre société soit constamment renouvelée et renforcée par des individus d'autres pays et d'autres cultures rend l'Amérique particulièrement vulnérable à ceux qui exploitent cette ouverture. Le but de ces terroristes est d'amener l'Amérique à courir aux abris, à se retirer du monde et à abandonner ses idéaux. Mais l'Amérique ne peut pas s'envelopper dans un cocon continental, isolée et à l'abri d'un monde périlleux. Nous avons des intérêts globaux, économiques, politiques ou relevant de notre sécurité, qui nécessitent que nous intervenions activement en dehors de nos frontières. Même si nous nous retirions des affaires du monde, l'Amérique demeurerait un tel symbole que tous ceux que leurs griefs poussent à la violence continueraient à viser les États-Unis dans leurs attaques.

Trop de générations ont payé le prix suprême dans la défense de notre liberté pour que nous puissions aujourd'hui nous permettre de nous retirer du monde ou bien d'abandonner certaines de nos valeurs. En fait, l'Amérique doit s'embarquer aujourd'hui dans sa propre guerre sainte, non pas une guerre animée par la haine et le sang mais une guerre portée par notre engagement en faveur de la liberté, la tolérance et la primauté du Droit. Et notre bras doit être armé par la volonté d'utiliser tous les

1. « American Holy War » par William S. Cohen, dans *The Washington Post* du 12 septembre 2001 : <http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn?pagename=article&node=&contentId=A14318-2001Sep11¬Found=true>

moyens à notre disposition pour défendre ces valeurs. Les terroristes n'ont pas ménagé leurs efforts, ne ménageons pas les nôtres.

Aucun gouvernement ne peut garantir la totale sécurité de ses citoyens, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. Mais aucun gouvernement ne peut permettre que ses citoyens soient impunément attaqués, au risque de perdre la loyauté et la confiance de ceux dont il a charge de protection.

(...)

Pour être efficace, cet effort va nécessiter une plus grande coopération internationale, une activité de renseignement accrue à l'étranger et une meilleure collecte d'informations par les forces de l'ordre dans notre pays. L'information, c'est le Pouvoir et si l'on veut améliorer l'accès à ces informations, il faut que le peuple américain et ses représentants élus trouvent l'équilibre nécessaire entre la protection de la vie privée et la protection tout court. Par le passé il a été difficile de mener un dialogue durable, raisonné et général sur cette question délicate. Mais plus nous initierons ce dialogue, plus tôt nous trouverons le bon équilibre. Un tel débat va soulever de graves questions concernant l'intrusion du gouvernement dans nos vies privées, mais nos libertés individuelles sont bien plus menacées par le chaos et le carnage que susciterait une attaque biologique, attaque contre laquelle nous serions insuffisamment préparés, et les appels à la riposte qui suivraient une telle attaque. Ceux qui utilisent la terreur comme arme s'appuient sur toute manifestation de peur ou de faiblesse chez leur adversaire et les victimes des attaques n'ont d'autre choix que de se battre ou de se soumettre. Notre peuple tout entier, pas seulement nos gouvernants, s'est dressé contre le fascisme puis contre le communisme quand ceux-ci menaçaient la liberté. Les Américains ne sont pas sortis vainqueurs du long combat dans la pénombre de la guerre froide pour maintenant dilapider cette victoire dans la guerre actuelle contre des extrémistes anonymes. Tout comme la guerre précédente, ce combat ne sera pas gagné simplement par une riposte militaire. Pour sortir victorieux, le peuple américain devra faire preuve de courage, de foi, d'unité et de détermination afin de tenir bon dans l'avenir.

Audition sénatoriale du général Myers

Le général Richard Myers a été auditionné par la Commission des forces armées¹, au sénat des États-Unis, le 13 septembre 2001. Cette audition, prévue de longue date, avait pour objet de valider la nomination du général au poste de chef d'état-major interarmes, en remplacement du général Hugh Shelton. Compte tenu des événements survenus deux jours plus tôt, elle a aussi porté sur la réponse militaire aux attentats. Le général Myers se trouvait dans le bureau du sénateur Cleland lors de l'attaque. Il n'arriva que tardivement au Pentagone et conduisit alors les opérations depuis le National Military Command Center (NMCC), en qualité de chef adjoint d'état-major interarmes, son supérieur, le général Shelton étant en déplacement à Bruxelles.

Dans ses déclarations devant la Commission, le général Myers s'est montré incapable de décrire la réponse militaire aux attentats, laissant à penser qu'il n'y en a pas eu. Pour compléter ou corriger cette audition, le NORAD a ultérieurement publié un communiqué attestant que des chasseurs auraient bien tenté d'intercepter les trois avions détournés vers New York et Washington.

Sénateur Carl Levin : *Le département de la Défense a-t-il été contacté par la FAA ou le FBI ou encore tout autre agence après que les deux premiers appareils détournés aient percuté le World Trade Center, avant que le Pentagone ait été touché ?*

Général Richard Myers : *Monsieur, je ne connais pas la réponse à cette question. Je peux vous la procurer pour annexe à la publication de cette audition.*

Levin : *Merci. Le département de la Défense a-t-il pris, ou le département de la Défense a-t-il été requis de prendre, des mesures contre un appareil particulier ?*

Myers : *Monsieur, nous étions...*

Levin : *Et avez-vous pris des mesures contre... par exemple, des déclarations ont été faites que l'appareil qui s'est écrasé en Pennsylvanie avait été abattu. Ces rumeurs continuent d'exister.*

1. Retranscription intégrale de cette audition sur la page :
<http://www.cogsci.uci.edu/~ddhoff/Myers.html>

Myers : *M. le Président, les forces armées n'ont abattu aucun appareil. Lorsque la nature de la menace se précisa, nous avons bien fait décoller chasseurs, AWACS, avions-radar et avions-ravitailleur pour commencer de positionner des orbites pour le cas où d'autres appareils piratés seraient entrés dans le système FAA. Mais nous n'avons jamais été amenés à utiliser la force.*

Levin : *Cet ordre que vous venez de décrire, a-t-il été donné avant ou après que le Pentagone eut été touché ? Le savez-vous ?*

Myers : *Cet ordre, pour autant que je sache, a été donné après que le Pentagone fut touché.*

(...)

Sénateur Bill Nelson : *M. le Président, si vous le permettez, pour que les choses soient dites. Je cite la chronologie de CNN : à 9h03 exactement le vol United Airlines [UA175] s'est écrasé dans la tour sud du World Trade Center ; à 9h43 le vol 77 d'American Airlines s'est écrasé sur le Pentagone. À 10h10 le vol 93 de United Airlines s'est écrasé en Pennsylvanie. Il s'est donc écoulé 40 minutes entre l'attaque sur la deuxième tour et le crash sur le Pentagone. Et il s'est écoulé 1 heure 7 minutes jusqu'au crash en Pennsylvanie.*

Levin : *Ce que nous n'avons pas, c'est le moment exact auquel le Pentagone a été informé, s'il l'a été, par la FAA, le FBI ou tout autre agence, d'une menace potentielle ou d'avions ayant changé de cap, ou quelque chose de ce genre. Et vous nous direz la même chose puisque...*

Myers : *Je peux répondre à cela. Au moment du premier impact sur le World Trade Center, nous avons mobilisé notre équipe de crise. Cela fut fait immédiatement.*

Nous l'avons donc mobilisée. Et nous avons commencé de consulter les agences fédérales. Le moment que je ne connais pas, c'est le moment auquel le NORAD a déployé des chasseurs. Je ne connais pas ce moment-là.

Levin : *Ni celui que je vous ai demandé, c'est-à-dire si la FAA ou le FBI vous avait informé que d'autres avions avaient dévié de leur vol, de leur plan de vol, et revenaient ou se dirigeaient vers Washington, s'il y avait eu le moindre signalement de leur part, parce que, dans la négative, c'est une défaillance évidente.*

Myers : *Exact.*

Levin : *Mais de toute façon... plus important : vous seriez aimable de nous trouver cette information.*

Myers : *Cela s'est probablement produit... Comme vous vous en souviendrez, je ne me trouvais pas au Pentagone à ce moment-là, cette partie-là est donc un peu confuse. Après cela, nous avons reçu des notifications régulières via le NORAD, de la FAA au NORAD, sur les autres vols qui nous inquiétaient. Et nous étions au courant à propos de celui qui s'est*

écrasé en Pennsylvanie. Encore une fois, je ne sais pas si nous avons des chasseurs lancés sur lui. Je devrais...

Levin : *Si vous pouviez donc nous trouver ces précisions de temps. Nous savons que vous ne les avez pas.*

Myers : *Nous les trouverons.*

Interview du Vice-président Cheney

Invité de l'émission *Meet the Press* (NBC),¹ le 16 septembre 2001, le Vice-président Cheney a témoigné devant les téléspectateurs de la manière dont il avait vécu les événements du 11 Septembre. On relèvera que le Secret Service a pris autorité sur le pouvoir politique. On notera également l'épisode rocambolesque de l'avion tournoyant au-dessus de Washington sans intervention de la défense anti-aérienne.

Vice-président Cheney : *Je suis resté là pendant quelques minutes, à suivre le développement des choses à la télévision, nous étions en train de nous organiser pour décider de ce qu'il fallait faire. C'est alors que les agents du Secret Service sont entrés et, dans ce genre de circonstances, ils ne s'embarrassent pas de manières. Ils ne vous disent pas « Excusez-moi Monsieur » ou vous demandent poliment de venir avec eux. Ils sont juste entrés, m'ont dit « Monsieur, nous devons partir immédiatement », m'ont attrapé et...*

Tim Russert : *Ils vous ont littéralement attrapé et emporté ?*

Vice-président Cheney : *Ouais. De temps en temps mes pieds touchaient quand même le sol. Mais comme ils sont plus grands que moi ils m'ont soulevé entre eux et m'ont emporté rapidement, nous avons enfilé un couloir, descendu des escaliers, passé des portes et descendu encore plus profond jusqu'à atteindre un abri souterrain sous la Maison Blanche, en fait il s'agit d'un corridor fermé des deux côtés. C'est là qu'ils m'ont dit qu'ils avaient reçu une information comme quoi un avion se dirigeait vers la Maison Blanche.*

Russert : *Il s'agissait du vol 77, qui avait décollé de Dulles.*

Cheney : *Oui, cet avion s'est avéré être le vol 77. Il avait décollé de Dulles et s'était dirigé vers l'ouest en direction de l'Ohio avant de tomber sous le contrôle des terroristes. Ils ont éteint le transpondeur, c'est la raison pour laquelle les premières informations parlaient d'un avion qui se serait écrasé dans l'Ohio alors que ce n'était pas le cas bien sûr. Ensuite ils ont fait faire demi-tour à l'avion et ont pris la direction de Washington. Au vu des informations que nous avons, ils ont piqué droit sur la Maison Blanche...*

1. Texte intégral de l'entretien sur : <http://www.whitehouse.gov/vicepresident/news-speeches/speeches/vp20010916.html>

Tous les discours officiels de Cheney sont archivés ici :
<http://www.whitehouse.gov/vicepresident/news-speeches/>

Russert : *L'avion est arrivé en vue de la Maison Blanche ?*

Cheney : *Non, pas en vue, mais se dirigeait droit sur elle. Le Secret Service avait établi une ligne directe avec la FAA et la ligne restait ouverte depuis que le World Trade Center avait été...*

Russert : *Ils suivaient l'avion sur leurs radars.*

Cheney : *Et quand il est entré dans le périmètre de sécurité et semblait se diriger vers la Maison Blanche, c'est là que les gars m'ont attrapé et m'ont mis à l'abri dans la cave. Comme vous le savez, l'avion n'a pas touché la Maison Blanche, il a changé de cap. Nous pensons qu'il a fait un tour complet et qu'il est revenu pour s'écraser sur le Pentagone. C'est du moins ce que nous montre l'analyse du radar.*

(...)

Cheney : *Le Président était dans l'avion présidentiel Air Force One. Nous avons reçu une menace concernant Air Force One. c'est le Secret Service qui nous l'a fait passer...*

Russert : *Une menace contre Air Force One qui était crédible. Vous en êtes sûr.*

Cheney : *Oui, j'en suis sûr. Bien sûr, il aurait pu s'agir de l'œuvre d'un plaisantin, mais vu ce qui se passait à ce moment-là, il n'y avait pas moyen de savoir. Je pense que la menace était suffisamment crédible, suffisante pour que le Secret Service m'en informe. J'ai quitté mon abri souterrain après avoir parlé au Président, je lui ai demandé avec insistance de ne pas revenir pour l'instant. Je suis ensuite descendu au PEOC, le centre de commandement présidentiel en cas de crise et j'ai demandé à Norman Mineta (...)*

« Les États qui soutiennent le terrorisme devraient être liquidés, eux aussi »

PAR RICHARD PERLE

Dans une tribune libre, publiée à Londres par le *Daily Telegraph*¹ du 18 septembre 2001, l'un des « faucons » washingtoniens, Richard Perle, dénonce le manque de combativité des alliés. Il perçoit une sorte de « vichysme » dans le questionnement trop précis sur l'identité des terroristes et refuse par avance le choix de certaines alliances. À ses yeux, certains États sont à abattre : peu importe qu'ils ne soient pas impliqués dans les attentats et qu'ils soient eux-mêmes opposés à Oussama ben Laden et aux *Taliban*. Ici, le qualificatif de « terroriste » ne désigne pas des groupes ayant recours à une forme d'action militaire, mais stigmatise les ennemis des États-Unis. Ancien secrétaire adjoint à la Défense de Ronald Reagan (pour la période 1981 à 1987), Richard Perle est un des animateurs du Center for Security Policy et l'éditeur du *Jerusalem Post*.

Un certain défaitisme vichyste inspire les commentateurs britanniques de la guerre actuelle contre le terrorisme. Une multitude de slogans sont déclinés sans cesse, par exemple : « Nous ne savons pas qui est l'ennemi », « Nous ne savons pas où il faut frapper », « Même si nous savions où les trouver, nous ne ferions que susciter de nouvelles vocations de martyrs » et enfin que « Les Damnés de la Terre (pour reprendre le titre du célèbre pamphlet anticolonialiste de Franz Fanon) sont tellement désespérés qu'ils ne redoutent plus de succomber dans l'honneur sous le feu du Grand Satan »,

Le secrétaire à la Défense des États-Unis, M. Donald Rumsfeld, et les autres membres importants du gouvernement sont parfaitement fondés à dire que le Monde Libre s'affronte ici à une nouvelle sorte de guerre. Mais en dépit de la nouveauté, le contingent vichyste aurait tort d'en conclure que les États-Unis et ses alliés sont impuissants.

Même si nous ne connaissons pas encore les tenants et les aboutissants des atrocités commises la semaine dernière, nous en savons assez pour agir, et pour agir de façon décisive.

La vérité est que la communauté internationale n'a pas mis en place un nouvel ordre mondial dans lequel le soutien étatique au terrorisme se

1. « State Sponsors of Terrorism Should Be Wiped Out, Too » par Richard Perle, dans *The Daily Telegraph* du 18 septembre : <http://www.declaration.net/news.asp?docID=2253&y=2001>

situerait au-delà des limites acceptables. Sans le soutien concret que seul des États peuvent apporter (sanctuaire, renseignement, logistique, entraînement, communications, capitaux) le réseau ben Laden et ses semblables seraient tout juste capables de faire sauter de temps à autre une voiture piégée. Privez les terroristes des bureaux dans lesquels ils travaillent, privez-les des immenses infrastructures sur lesquelles ils s'appuient, pourchassez-les de manière à les obliger chaque jour de trouver une nouvelle cachette pour dormir, et l'étendue de leurs activités sera singulièrement réduite.

(...)

L'Iran a ses raisons pour soutenir une action militaire contre le régime des Taliban en Afghanistan. Mais nul ne devrait s'abuser ni voir dans le soutien iranien à cette entreprise un engagement iranien contre le terrorisme en général. Il est impensable de les admettre au sein de la coalition. Une alliance antiterroriste, pour avoir des chances raisonnables de succès, sera composée de pays respectueux des institutions démocratiques, de la liberté individuelle et du caractère sacré de la vie.

Une telle alliance ne peut inclure des pays qui répriment leur propre population, violent les droits fondamentaux, et méprisent les valeurs essentielles de la civilisation occidentale. Une collaboration est certes concevable, momentanée, ponctuelle pour s'assurer un avantage tactique immédiat, comme l'avait compris Churchill lorsqu'il s'allia à l'Union Soviétique pour défaire le Nazisme. Mais nulle coalition pour défaire le terrorisme ne peut comprendre de pays qui approuvent des campagnes de haine et de dénigrement. Les pays qui tolèrent l'incitation à tuer des civils (américains, britanniques, israéliens ou autres) n'ont aucun rôle légitime dans la guerre contre le terrorisme.

Certains pays peuvent être réticents ou dans l'impossibilité de participer à une coalition qui exige le respect des valeurs et des normes de la civilisation occidentales. La source de leur pouvoir peut être incompatible avec une opposition véritable au terrorisme. De tels pays font partie du problème, et non de la solution; nous n'avons nul besoin de leur aide, et nous ne tirerions nul profit de leurs encouragements. Les pays qui hébergent des terroristes (qui leur fournissent les moyens de détruire des civils innocents) doivent eux-mêmes être détruits.

La guerre contre le terrorisme, c'est la guerre contre ces régimes. Nous ne gagnerons pas la guerre contre la terreur en faisant la chasse à des terroristes individuels, de la même façon que la guerre à la drogue ne peut être remportée par l'arrestation des passeurs à Heathrow.

Ce sont ces réseaux qui envoient de jeunes hommes en mission suicide, et leurs sponsors, qui doivent être détruits.

« Un nouveau genre de guerre »

PAR DONALD RUMSFELD

Cette tribune libre du secrétaire à la Défense est parue dans le *New York Times* du 27 septembre 2001.¹

Dans le type de guerre présenté, les notions de « civil » et de « militaire » disparaissent au profit d'une société dans laquelle tout individu, quel qu'il soit, est susceptible d'être réquisitionné selon le concept de "guerre totale" défini par Goebbels.

Le Président Bush a entrepris de rallier la nation autour d'une guerre contre les terroristes qui assaillent notre mode de vie. D'aucuns pensent que la première victime de toute guerre, c'est la vérité. Mais dans celle-ci, la première victoire doit être de dire la vérité. Et la vérité est que cette guerre ne ressemblera à aucune que nous ayons faites auparavant, à tel point qu'il est plus facile de décrire le scénario à venir en fonction de ce qu'il ne sera pas, plutôt que de ce qu'il sera.

Cette guerre ne sera pas le fait d'une grande alliance unie à seule fin de vaincre un axe composé de puissances hostiles. Elle impliquera en fait des coalitions mouvantes de pays, susceptibles de modification et d'évolution. Différents pays auront des rôles différents et des contributions diverses. Tel apportera un appui diplomatique, tel autre un concours financier, tel autre son soutien militaire ou logistique. Certains nous aideront publiquement tandis que d'autres, selon les circonstances, le feront en privé et dans le secret. Dans cette coalition, c'est la mission qui définira la coalition, et non l'inverse.

Nous comprenons que des pays que nous considérons comme amis pourraient nous aider pour certaines choses mais rester silencieux pour d'autres, tandis que telles autres mesures pourraient dépendre de la participation de pays que nous considérons comme moins qu'amis.

Dans ce contexte, la décision prise par les Émirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite, des amis des États-Unis, de rompre leurs relations avec les Taliban est un premier succès important de notre campagne, mais qui ne doit pas laisser entendre qu'ils seront partie prenante à toute action que nous pourrions envisager. Cette guerre ne sera pas nécessairement du genre de celle qui nous occuperait tout entiers à analyser des objectifs militaires et à masser des forces en vue de les saisir. La force militaire ne

1. « A New Kind of War » par Donald Rumsfeld, dans *The New York Times* du 27 septembre 2001 <http://www.defenselink.mil/speeches/speech.aspx?speechid=440>

*sera vraisemblablement que l'un des nombreux outils dont nous nous servirons pour mettre en échec les individus, les groupes et les pays qui se livrent au terrorisme. Notre réaction pourrait comporter des tirs de missiles de croisière vers des cibles militaires quelque part dans le monde ; nous pourrions tout aussi bien nous lancer dans un combat électronique destiné à dépister et à arrêter des investissements qui tentent de passer par des centres bancaires offshore. Les costumes rayés des banquiers et les fringues râpées des programmeurs constitueront les uniformes de ce conflit aussi assurément que le seront les camouflages du désert.**

Il ne s'agit pas d'une guerre contre un individu, un groupe, une religion ou un pays. Notre adversaire est un réseau mondial d'organisations terroristes et les États qui le soutiennent, acharnés à priver les peuples libres de la faculté de vivre comme ils l'entendent. De même que nous pourrions prendre des mesures militaires contre les gouvernements étrangers qui parrainent le terrorisme, nous pourrions aussi chercher à nous allier les peuples que ces États oppriment.

Cette guerre sera différente jusque dans son vocabulaire. Lorsque nous « envahirons un territoire ennemi », cela pourra bien être son espace cybernétique. Nous débarquerons sans doute moins sur des plages que nous ne déjouerons de stratagèmes. Qu'il ne soit plus question de « stratégie de sortie » : il s'agit d'un engagement soutenu qui ne comporte aucune limite temporelle. Nous n'avons pas non plus de règle fixe sur la façon de déployer nos troupes ; nous établirons plutôt des directives qui nous dirons si la force militaire est le meilleur moyen d'atteindre tel ou tel objectif.

Le public assistera peut-être à quelque engagement militaire spectaculaire qui ne produira aucune victoire apparente, de même qu'il vivra sans doute dans l'ignorance de telles autres actions conduisant à de grandes victoires. Les « batailles » seront celles des agents de douane qui auront arrêté des individus suspects à nos frontières, et des diplomates qui auront réussi à obtenir un concours à l'étranger contre le blanchiment de l'argent.

Pourtant, s'il s'agit d'un nouveau genre de guerre, une chose reste immuable : l'Amérique demeurera indomptable. La victoire sera celle des Américains eux-mêmes, qui vivront leur vie jour après jour, allant au travail, élevant leurs enfants et bâtissant leurs rêves comme ils l'ont toujours fait, un peuple grand et libre.

* Note de l'éditeur : souligné par l'auteur.

*La Maison Blanche, Washington
Le 5 octobre 2001*

*Mémemorandum pour
le secrétaire d'État
le secrétaire au Trésor
le secrétaire à la Défense
l'Attorney General
le directeur de la CIA
le directeur du FBI*

Objet: Information du Congrès

Tout au long de la campagne que nous avons engagée tant pour riposter aux agressions terroristes, qui le 11 Septembre ont visé les États-Unis, que pour nous protéger de nouvelles actions de terrorisme, j'ai l'intention de maintenir une étroite collaboration avec le Congrès. Poursuivant une pratique executive constante, mon Gouvernement informera les instances dirigeantes du Congrès du déroulement de nos opérations les plus significatives, ainsi que de tous faits nouveaux importants, en matière militaire, de renseignement, ou de police. Toutefois, il nous incombe également de protéger la sécurité des opérations militaires, les sources et les méthodes de renseignement, et le déroulement des enquêtes policières sensibles. Dès lors, vos départements adhéreront aux procédures suivantes dans leurs exposés au Congrès lorsque ceux-ci concerneront les informations que nous détenons ou les actions que nous envisageons :

(i) vous seuls, ou les agents que vous aurez expressément désignés, êtes habilités à présenter aux Membres du Congrès des informations à caractère confidentiel ou relatives à des enquêtes policières sensibles

(ii) les seuls Membres du Congrès à qui vous-mêmes, ou les agents que vous aurez expressément désignés, êtes autorisés à présenter des informations à caractère confidentiel ou relatives à des enquêtes policières sensibles sont le Speaker de la Chambre, le Leader de la Minorité de la Chambre, les Leaders de la Majorité et de la Minorité au Sénat, et les membres des bureaux des Commissions parlementaires de contrôle des services de renseignement de la Chambre et du Sénat.

Ce document est également consultable en ligne : <http://www.fas.org/sgp/bush/gwb100501.html>

Cette approche servira au mieux nos objectifs communs de protéger les vies des Américains, préserver un niveau de confidentialité propre à garantir le succès de nos opérations militaires, de renseignement et de police, et veiller à informer de manière appropriée les instances dirigeantes du Congrès de tous faits nouveaux importants. Ce matin, j'ai informé les instances dirigeantes de la Chambre et du Sénat de cette politique qui restera en vigueur jusqu'à nouvel ordre émanant de moi.

Georges Bush

*Le secrétaire adjoint à la Défense
1010 Defense Pentagon
Washington, DC 20301-1010
18 octobre 2001*

Mémoire pour

*Les secrétaires des départements militaires
Le chef d'état-major interarmes
Les sous-secrétaires à la Défense
Le directeur de la recherche et du développement de la Défense
Le conseiller général à la Défense
L'inspecteur général du département de la Défense
Le directeur des essais et évaluations
L'assistant du secrétaire à la Défense
Les directeurs des agences de Défense
Le directeur des théâtres d'activités de Défense*

Objet : Sécurité des opérations dans tous les secteurs du département de la Défense

Le 14 septembre, le Président a déclaré un état d'urgence nationale en raison tant d'attaques terroristes que de la menace persistante et immédiate de nouvelles attaques contre les États-Unis. Notre département étant impliqué dans les divers efforts visant à vaincre le terrorisme international, il est évident que les vies de nos compatriotes dans les institutions militaires et civiles ; la capacité, les infrastructures et les ressources opérationnelles du département de la Défense ; et enfin la sécurité d'informations essentielles à la sûreté nationale resteront exposées au danger pour une période indéterminée.

Il est donc vital que les agents du département de la Défense (DoD), tout comme les personnes relevant d'autres organisations collaborant avec le DoD, exercent une grande prudence dans leurs discussions touchant aux activités du DoD, et cela quelles que soient leurs responsabilités. Ne tenez aucune conversation relative à vos activités professionnelles dans les espaces ouverts, dans les lieux publics, durant vos déplacements domicile-

Ce document est aussi consultable en ligne :
<http://www.fas.org/sgp/news/2001/10/wolfowitz.html>

travail, ou encore par des moyens de communication électronique non sécurisés. Les informations à caractère confidentiel seront abordées exclusivement dans les lieux prévus à cet effet, et avec des personnes disposant à la fois d'une raison spécifique d'accéder à l'information et d'une habilitation de sécurité ad hoc. L'information non confidentielle peut devoir faire l'objet d'une protection identique dès lors qu'elle peut être recoupée pour conduire à des conclusions à caractère sensible. La plus grande partie de l'information utilisée dans le cadre des missions du DoD sera soustraite du domaine public en raison de son caractère sensible. Dans le doute, abstenez-vous de diffuser ou discuter les informations officielles, sauf au sein du DoD.

Les principaux organes de ce département, y compris le cabinet du secrétaire à la Défense, les départements militaires, l'état-major interarmes, les commandements opérationnels, les agences de la Défense, le DoD sur des théâtres d'opération, et toutes les autres unités du DoD se référeront au Programme de sécurité des opérations (OPSEC), décrit dans la Directive 5205.2 du DoD, et veilleront à ce que leurs politiques, procédures et personnels s'y conforment. Nous devons nous assurer que nos adversaires seront privés de l'information indispensable à la planification, la préparation ou la mise en œuvre de nouvelles actions terroristes, ou d'actions hostiles connexes, visant les États-Unis et ce département.

Paul Wolfowitz

Discours de Laura Bush a la Nation

Le 17 novembre 2001, l'épouse de George W. Bush, Laura, s'est adressée à la Nation américaine dans un message radiodiffusé. Selon la « première dame », la campagne militaire en Afghanistan n'a pas pour objet de construire un pipe-line, mais de défendre les Droits des femmes et des enfants afghans.

Bonjour.

Je suis Laura Bush, et c'est moi qui vous parle cette semaine afin de lancer une campagne mondiale visant à attirer l'attention sur la brutalité du réseau terroriste al-Qaida et du régime taliban qui le soutient en Afghanistan envers les femmes et les enfants. Dans de nombreuses régions du pays, ce régime est à l'heure actuelle en train de se replier, et les Afghans, en particulier les femmes, se réjouissent. Les Afghanes savent, par leur difficile expérience, ce que le reste du monde est en train de découvrir : l'oppression brutale des femmes est l'objectif central des terroristes.

Les Taliban et leurs alliés terroristes ont commencé à rendre la vie des enfants et des femmes impossible bien avant que la guerre actuelle ne se déclenche. 70% des Afghans sont mal nourris. Faute des soins médicaux, un enfant sur quatre ne dépassera pas l'âge de cinq ans. Les femmes n'avaient pas le droit de consulter un médecin lorsqu'elles étaient malades.

La vie sous le régime taliban était si difficile et si réprimée que même les expressions de joie les plus anodines étaient interdites : les enfants n'avaient pas le droit de jouer au cerf-volant ; leurs mères étaient battues si elles riaient trop fort. Les femmes ne pouvaient pas travailler hors de leur foyer. Elles n'étaient même pas autorisées à sortir seules.

Cette brutale répression des femmes en Afghanistan n'a rien à voir avec une pratique religieuse légitime. Les musulmans du monde entier ont condamné cet ignoble avilissement des femmes et des enfants par le régime taliban. La pauvreté, la mauvaise santé et l'analphabétisme auxquels les terroristes et les Taliban ont réduit les Afghanes ne sont pas conformes au traitement des femmes dans la majeure partie du monde islamique, où les femmes font d'importantes contributions à leur société. Les terroristes et les Taliban sont les seuls à interdire l'éducation des femmes. Les terroristes et les Taliban sont les seuls à menacer d'arracher les ongles des femmes qui portent du vernis. La souffrance des femmes et des enfants de l'Afghanistan est le résultat de la cruauté délibérée de ceux qui cherchent à intimider et à dominer.

Les peuples civilisés du monde entier sont horrifiés, non seulement par la souffrance des femmes et des enfants en Afghanistan, mais aussi parce que la situation dans ce pays montre ce que les terroristes voudraient nous imposer à tous.

Nous avons tous le devoir de nous élever contre cela. Certes nous venons tous d'horizons différents et professons diverses religions, mais tous les parents du monde aiment leurs enfants. Nous respectons nos mères, nos sœurs et nos filles. La lutte contre la brutalité envers les femmes et les enfants n'est pas l'expression d'une culture particulière; elle procède de la reconnaissance de notre humanité commune et de l'engagement des gens de bonne volonté de tous les continents.

Du fait de nos récents succès militaires en Afghanistan, les femmes ne sont plus emprisonnées chez elles. Elles peuvent écouter de la musique et instruire leurs filles sans craindre de punition. Cependant, les terroristes qui ont aidé à diriger ce pays complotent et ourdissent des plans dans de nombreux pays. Il faut les arrêter. La lutte contre le terrorisme passe par la lutte pour les droits et la dignité des femmes.

En Amérique, nous célébrerons la semaine prochaine Thanksgiving. À la lumière des événements survenus ces derniers mois, nous nous rapprochons encore plus que d'habitude de nos familles. Nous serons particulièrement reconnaissants de tous les bienfaits dont nous jouissons en Amérique. J'espère que les Américains se joindront à notre famille afin de s'assurer que les femmes et les enfants de l'Afghanistan vivront de nouveau dans la dignité et auront la possibilité de saisir les chances de la vie. Je vous souhaite de bonnes fêtes et je vous remercie de m'avoir écoutée.



« La justice martiale, intégrale et équitable »

PAR ALBERTO GONZALES

Dans une tribune libre, publiée le 30 novembre 2001 par le *New York Times*¹, Alberto Gonzales*, *Attorney general* de George W. Bush, défend le décret présidentiel créant les commissions militaires qu'il a lui-même rédigé.

Tout comme des présidents avant lui, le Président Bush a invoqué son pouvoir pour créer des commissions militaires chargées de juger des ennemis combattants qui commettent des crimes de guerre. Lorsque les circonstances s'y prêtent, ces commissions offrent des avantages importants par rapport aux tribunaux civils. Elles épargnent aux jurés, aux juges et aux tribunaux américains les graves risques que font courir les procès de terroristes. Elles permettent au gouvernement d'utiliser des informations secrètes comme éléments de preuve sans compromettre les services de renseignement ou les forces armées. Elles peuvent dispenser la justice rapidement, près des zones où nos forces armées se battent, sans avoir à consacrer des années à la procédure antérieure au procès ou aux appels faisant suite au procès.

Elles peuvent aussi tenir compte d'une multitude d'éléments de preuve pertinents pour prendre leur décision. Par exemple, les circonstances dans une zone de guerre rendent souvent impossible la satisfaction des conditions exigées pour l'authentification des documents devant un tribunal civil, alors que les documents provenant des repaires du réseau al-Qaïda à Kaboul peuvent être essentiels pour pouvoir décider si des membres de cellules de ce réseau qui se cachent en Occident sont bien coupables. Certains parlementaires et certains libertaires demeurent sceptiques au sujet des commissions militaires. Leurs critiques, même si elles sont bien intentionnées, sont erronées et fondées sur une idée fausse de ce que le

1. « Martial Justice, Full and Fair » par Alberto Gonzales, dans *The New York Times* du 30 novembre 2001 : <http://news.findlaw.com/hdocs/docs/terrorism/gonzales.113001.html>

* En France, une polémique a opposé *Le Monde* au Réseau Voltaire qui dénonçait le rétablissement de l'arbitraire et de la torture par les États-Unis. Le quotidien avait tourné en dérision l'annonce par l'association des sévices subis par un ministre taliban à Guantanamo. Cependant, en novembre 2004, Alberto Gonzales a été nommé *Attorney general* (ministre de la Justice). Ce n'est qu'à cette occasion que l'opinion publique a compris ce qui se passait depuis déjà trois ans.

décret du Président prévoit et de son application. Le décret concerne uniquement les criminels de guerre ennemis étrangers ; il ne s'applique pas aux citoyens des États-Unis ou même à des soldats ennemis qui respectent le droit de la guerre. **En vertu de ce décret, le Président ne peut déférer à des commissions militaires que des ressortissants étrangers qui sont membres* d'al-Qaida ou d'autres organisations terroristes internationales** visant les États-Unis ou qui les soutiennent activement. Le Président doit décider qu'il serait dans l'intérêt des États-Unis que ces personnes soient jugées par une commission militaire, et celles-ci doivent être accusées d'actes contraires au droit international de la guerre, tels que le fait de s'attaquer à des civils, de se cacher parmi la population civile ou de refuser de porter des armes ouvertement. Les criminels de guerre ennemis n'ont pas droit aux mêmes protections de procédure que les personnes qui ne respectent pas notre droit national.

Les procès devant des commissions militaires ne sont pas secrets. Le décret du Président autorise le ministre de la Défense à prévoir des audiences à huis clos pour protéger des informations secrètes. Il n'exige pas qu'un procès quelconque, ou même certaines parties du procès, ait lieu dans le secret. Les procès devant les commissions militaires seront ouverts au public autant que possible, dans la mesure où cela sera compatible avec les besoins pressants de la sécurité nationale. Le spectre d'une multitude de procès secrets, tel que l'ont décrit certains critiques, ne constitue pas une image exacte du décret ou de l'intention du Président. Le décret exige précisément que tout procès devant une commission militaire soit intégral et équitable. Toute personne jugée devant une commission militaire aura connaissance des accusations portées contre elle, sera représentée par un avocat compétent et sera autorisée à présenter sa défense. Le système judiciaire militaire des États-Unis est le meilleur du monde. Il est connu pour sa tradition consistant à interdire toute influence du commandement sur le déroulement du procès, à fournir des avocats compétents et zélés pour la défense et à faire preuve d'équité. Lors de la seconde guerre mondiale, des commissions militaires ont même acquitté certains accusés allemands et japonais. Dire que ces commissions n'offriront qu'une parodie de justice comme celle des régimes dictatoriaux constitue une insulte à notre système judiciaire militaire.

* Note de l'éditeur : souligné par l'éditeur. Sur présentation de leur carte de membre, sans doute ?

Le décret maintient la possibilité d'un contrôle judiciaire par un tribunal civil. En vertu de ce décret, toute personne arrêtée, détenue ou jugée aux États-Unis par une commission militaire pourra contester la compétence de cette commission en soumettant une requête d'« habeas corpus » à un tribunal fédéral. Le libellé du décret est semblable à celui du décret relatif aux tribunaux militaires qu'avait promulgué le Président Franklin Roosevelt et que la Cour suprême avait interprété comme permettant le contrôle judiciaire au moyen d'une requête d'« habeas corpus ». Les commissions militaires sont conformes aux traditions historiques et constitutionnelles des États-Unis. Une commission militaire a jugé des agents confédérés qui s'étaient déguisés en civils pour se rendre à New York et pour y mettre le feu. Des commissions militaires ont jugé des saboteurs nazis déguisés en civils qui avaient débarqué à Long Island (île située non loin de New York) pendant la seconde guerre mondiale, dans l'intention de s'attaquer à des usines d'armement américaines. La Cour suprême a régulièrement jugé que le recours à de telles commissions était conforme à la loi.

Les commissions militaires ne portent pas atteinte aux valeurs constitutionnelles des libertés publiques ou de la séparation des pouvoirs ; elles les protègent en garantissant que les États-Unis peuvent faire la guerre à des ennemis de l'extérieur et les vaincre. Afin de défendre notre pays, le Président Bush cherche à juste titre à employer tous les moyens licites qui sont à sa disposition. Les commissions militaires constituent un de ces moyens, et leur emploi judicieux permettra de maintenir la sécurité et la liberté des Américains.

La liste des 19 kamikazes publiée par le FBI

Vol AA11 d'American Airlines

(écrasé sur la tour nord du World Trade Center)

1) SATAM AL-SUQAMI

probable ressortissant saoudien ;
date de naissance utilisée : 28 juin 1976 ;
dernière adresse connue : Émirats Arabes Unis ;
présumé pirate de l'air.

2) WALID AL-SHEHRI

probable ressortissant saoudien ;
dates de naissance utilisées : 13 septembre 1974, 3 mars 1976,
8 juillet 1977, 20 décembre 1978, 11 mai 1979, 5 novembre 1979 ;
domicilié à Hollywood¹ (Floride), Orlando (Floride), Dayton Beach
(Floride) ;
présumé pirate de l'air.

3) WAIL AL-SHEHRI

date de naissance utilisée : 1^{er} septembre 1968 ;
domicilié à Hollywood (Floride) et Newton (Massachusetts) ;
présumé pirate de l'air.

4) MOHAMED ATTA

Probable ressortissant égyptien ;
date de naissance utilisée : 1^{er} septembre 1968 ;
domicilié à Hollywood (Floride), Coral Springs (Floride)
et Hambourg (Allemagne) ;
alias Mehan Atta, Mohammad El Amir, Muhammad Atta, Mohamed
El Sayed, Mohamed Elsayed, Muhammad Muhammad al-Amir Awag
al-Sayyid Atta, Muhammad Muhammad al-Amir Awad al-Sayad ;
présumé pilote de l'air.

1. Il s'agit d'Hollywood en Floride, et non pas du quartier de Hollywood à Los Angeles (Californie) qui abrite les grands studios de cinéma.

5) ABDULAZIZ AL-OMARI

Probable ressortissant saoudien ;
dates de naissance utilisées : 24 décembre 1972 et 28 mai 1979 ;
domicilié à Hollywood (Floride) ;
présumé pirate de l'air.

Vol UA175 de United Airlines

(écrasé sur la tour sud du World Trade Center)

1) MARWAN AL-SHEHHI

date de naissance utilisée : 9 mai 1978 ;
domicilié à Hollywood (Floride) ;
alias Marwan Yusif Muhammad Rashid al-Shehi, Marwan Yusif
Muhammad Rashid Lakrab al-Shihhi, Abu Abdullah ;
présumé pilote de l'air.

2) FAYEZ (RASHID AHMED HASSAN AL-QADI) BANIHAMMAD

domicilié à Delray Beach (Floride) ;
alias Fayez Ahmad, Banihammad Fayez Abu Dhabi Banihammad,
Fayez Rashid Ahmed, Banihammad Fayez, Rasid Ahmed Hassen al-Qadi,
Abu Dhabi Banihammad, Ahmed Fayez, Faez Ahmed ;
présumé pirate de l'air.

3) AHMED AL-GHAMDI

alias Ahmed Salah al-Ghamdi ;
présumé pirate de l'air.

4) HAMZA AL-GHAMDI

domicilié à Delray Beach (Floride) ;
alias Hamza al-Ghamdi, Hamza Ghamdi, Hamzah al-Ghamdi,
Hamza al-Ghamdi Saleh ;
présumé pirate de l'air.

5) MOHAND AL-SHEHRI

domicilié à Delray Beach (Floride) ;
alias Mohammed al-Shehhi, Mohamd al-Shehri, Mohald al-Shehri ;
présumé pirate de l'air.

Vol AA77 d'American Airlines*(écrasé sur le Pentagone)***1) KHALID AL-MIHDHAR**

probable ressortissant saoudien ;
domicilié à San Diego (Californie) et New York ;
alias Sannan al-Makki, Khalid Bin Muhammad, Addallah al-Mihdhar,
Khalid Mohammad al-Saqaf ;
préssumé pirate de l'air.

2) MAJED MOQED

probable ressortissant saoudien ;
alias Majed M.GH Moqed, Majed Moqed, Majed Mashaan Moqed ;
préssumé pirate de l'air.

3) NAWAF AL-HAZMI

probable ressortissant saoudien ; domicilié à Fort Lee (New Jersey),
Wayne (New Jersey) et San Diego (Californie) ;
alias Nawaf al-Hazmi, Nawaf al-Hazmi, Nawaf M.S. al-Hazmi ;
préssumé pirate de l'air.

4) SALEM AL-HAZMI

probable ressortissant saoudien ;
domicilié à Fort Lee (New Jersey) et Wayne (New Jersey) ;
préssumé pirate de l'air.

5) HANI HANJOUR

domicilié à Phoenix (Arizona) et San Diego (Californie) ;
alias Hani Saleh Hanjour, Hani Saleh, Hani Hanjour,
Hani Saleh H. Hanjour ;
préssumé pilote de l'air.

Vol UA93 de United Airlines

(explosé en vol au-dessus de Stony Creek Township, « Shanksville »)

1) SAID AL-GHAMDI

domicilié à Delray Beach (Floride);
alias Abdul Rahman Saed al-Ghamdi, Ali S al-Ghamdi, al-Gamdi,
Saad M.S. al-Ghamdi, Sadda al-Ghamdi, Saheed al-Ghamdi,
Saeed al-Ghamdi, Seed al-Ghamdi;
présupposé pirate de l'air.

2) AHMED IBRAHIM A. AL-HAZNAWI

probable ressortissant saoudien;
date de naissance utilisée : 11 octobre 1980;
domicilié à Delray Beach (Floride);
alias Ahmed al-Haznawi;
présupposé pirate de l'air.

3) AHMED AL-NAMI

domicilié à Delray Beach (Floride);
alias Ali Ahmed Alnami, Ahmed A. al-Nami, Ahmed al- Nawi;
présupposé pirate de l'air.

4) ZIAD SAMIR JARRAH

alias Zaid Jarrahi, Zaid Samr Jarrah, Ziad S. Jarrah, Ziad Jarrah Jarrat,
Ziad Samir Jarrahi;
présupposé pilote de l'air.

Retranscription d'une cassette vidéo d'Oussama ben Laden publiée par le département de la Défense

Note préliminaire du département de la Défense

Le département de la Défense a diffusé une cassette vidéo du chef du réseau al-Qaida, Oussama ben Laden, dans laquelle ce dernier parle des attaques terroristes lancées le 11 Septembre contre le World Trade Center et le Pentagone, pendant la visite d'un cheikh inconnu qui aurait eu lieu à la mi-novembre à Kandahar (Afghanistan).

La cassette vidéo et la traduction en anglais de son contenu ont été rendues publiques le 13 décembre à Washington. La cassette, dont la qualité est médiocre, montre Oussama Laden en train de parler de la dévastation causée par les avions de ligne qui ont percuté les Tours Jumelles du World Trade Center.

« Nous avons calculé à l'avance, dit-il, le nombre de victimes de l'ennemi qui seraient tuées, en fonction de l'emplacement de la tour. Nous avons calculé que les étages qui seraient touchés seraient au nombre de trois ou quatre. J'étais le plus optimiste de tous. »

« (inaudible) En raison de mon expérience dans ce domaine, je pensais que l'incendie causé par le carburant de l'avion ferait fondre la structure métallique de l'immeuble et qu'il ferait s'effondrer la partie touchée et uniquement les étages situés au-dessus. C'est tout ce que nous espérions. »

Par ailleurs, M. ben Laden explique que les terroristes d'al-Qaida qui ont exécuté les attaques du 11 Septembre avaient été informés, lors de leur départ aux États-Unis, qu'ils allaient participer à une mission qui ferait d'eux des martyrs, mais qu'ils n'avaient reçu des instructions au sujet des détails de l'opération que peu de temps avant leur embarquement dans les avions ce jour-là. Il précise que les terroristes qui ont piloté les avions ne connaissaient pas les autres terroristes qui étaient avec eux.

Dans la note qui accompagne la transcription, le département de la Défense précise que les forces américaines avaient découvert cette cassette vidéo à la fin novembre, à Jalalabad (Afghanistan). Dans un document annexe intitulé « Foire aux questions », le département de la Défense indique qu'il se peut que cette cassette ait été oubliée par mégarde par quelqu'un qui avait dû partir précipitamment ou bien qu'elle ait été laissée là exprès.

La transcription en arabe et la traduction en anglais de l'enregistrement vidéo ont été effectués par deux traducteurs indépendants. Leurs versions ont été ensuite comparées avec celles réalisées par des traducteurs de l'administration fédérale et elles n'ont révélé aucune incohérence.

On trouvera ci-après la version française de la transcription qui a été traduite tout d'abord en anglais.

La transcription de l'enregistrement vidéo d'Oussama ben Laden

Quelques précisions

À la mi-novembre, Oussama ben Laden a parlé devant des partisans, dans la pièce d'un bâtiment situé probablement à Kandahar (Afghanistan). Ses propos ont été enregistrés avec son consentement et avec celui des personnes présentes.

L'enregistrement vidéo dure à peu près une heure et se compose de trois parties : la visite de plusieurs personnes au lieu où un hélicoptère américain est tombé dans la province de Ghazni (environ 12 minutes), et deux parties consacrées à la visite qu'Oussama ben Laden et ses acolytes ont faite à un cheikh inconnu, dont les membres inférieurs semblent paralysés. Cette visite aurait eu lieu dans une pension de famille de Kandahar. La séquence des événements est inversée sur la cassette vidéo : la fin de la visite d'Oussama ben Laden se trouve au début de l'enregistrement, la visite sur le lieu de l'hélicoptère est au milieu, et le début de la visite d'Oussama ben Laden commence environ 39 minutes après le début de la bande-vidéo. La transcription a été réalisée dans l'ordre chronologique normal.

En raison de la qualité de la cassette vidéo, il ne s'agit pas d'une transcription littérale de toutes les paroles exprimées durant cette réunion, mais elle transmet les messages et les renseignements donnés.

Première partie de la visite d'Oussama ben Laden, enregistrée 39 minutes après le début de la cassette vidéo

[Début de la transcription]

Cheikh. [inaudible] *Vous nous avez donné des armes, vous nous avez donné de l'espoir et nous remercions Allah pour vous. Nous ne voulons pas prendre trop de votre temps, mais c'est là l'arrangement des frères. Les gens nous soutiennent maintenant davantage ; même ceux qui ne nous soutenaient pas auparavant nous soutiennent plus maintenant. Je ne voulais pas prendre trop de votre temps. Nous louons Allah, nous louons Allah. Nous sommes venus de Kaboul. Nous sommes très heureux de vous rendre visite. Qu'Allah vous bénisse tant chez vous qu'au camp. Nous avons demandé au chauffeur de nous prendre ; c'était une nuit où il faisait pleine lune, par la grâce d'Allah. Croyez-moi, ce n'est pas à la campagne. Les anciens (...) tout le monde loue ce que vous avez fait, la grande action que vous avez faite, surtout par la grâce d'Allah. Ce sont la direction d'Allah et le fruit béni du djihad.*

Ben Laden. *Qu'Allah soit loué. Quelle est la position des mosquées là-bas [en Arabie Saoudite] ?*

Cheikh. *Honnêtement, elle est très positive. Cheikh al-Bahrani [phonétique] nous a fait un bon sermon dans sa classe, après les prières du coucher du soleil. Il a été enregistré sur une bande-vidéo et j'étais censé l'amener avec moi, mais malheureusement j'ai dû partir précipitamment.*

Ben Laden. *Le jour des événements ?*

Cheikh. *Au moment même de l'attaque contre les États-Unis, à cet instant-là. Il [Bahrani] a fait un sermon très impressionnant. Qu'Allah soit loué pour ses bienfaits. Il était le premier à écrire au moment de la guerre. Je lui ai rendu visite deux fois à Al-Qasim.*

Ben Laden. *Qu'Allah soit loué.*

Cheikh. *Voici ce que j'avais demandé à Allah. Il [Bahrani] a dit aux jeunes : « Vous voulez devenir des martyrs et vous vous demandez là où vous devriez aller [pour devenir des martyrs] ? » Allah les incitait à y aller. J'ai demandé à Allah de m'accorder la possibilité d'attester la vérité en face du dirigeant injuste. Nous avons demandé à Allah de le protéger et d'en faire un martyr, après qu'il eut promulgué la première fatwa [décret religieux]. Comme vous le savez, on l'a détenu pour l'interroger. Lorsqu'on l'a appelé et qu'on lui a demandé de signer, il a dit : « Ne perdez pas votre temps, j'ai une autre fatwa. Si vous voulez, je peux les signer toutes les deux en même temps. »*

Ben Laden. *Qu'Allah soit loué.*

Cheikh. *Sa position est vraiment très encourageante. Lorsque je lui ai rendu visite pour la première fois il y a un an et demi, il m'a demandé : « Comment va Cheikh ben Laden ? » Il vous envoie toutes ses amitiés. En ce qui concerne Cheikh Sulayman Ulwan, il a fait une belle fatwa, qu'Allah le bénisse. Par miracle, je l'ai entendu sur la station de radio du Coran. C'était étrange parce qu'il [Ulwan] a sacrifié son poste, qui est équivalent à celui d'un directeur. C'était transcrit mot par mot. Les frères l'ont écouté en détail. Je l'ai entendu brièvement avant les prières de midi. Il [Ulwan] a dit que c'était le djihad [guerre sainte] et que ces gens n'étaient pas des innocents [les victimes du World Trade Center et du Pentagone]. Il l'a juré à Allah. Cela a été transmis au Cheikh Sulayman al-[Omar]. Qu'Allah le bénisse.*

Ben Laden. *Qu'en est-il de Cheikh al-[Rayan] ?*

Cheikh. *Honnêtement, je ne l'ai pas rencontré. Mes mouvements étaient vraiment limités.*

Ben Laden. *Qu'Allah vous bénisse. Vous êtes le bienvenu.*

Cheikh. *[Décrivant le voyage qu'il a fait pour assister à la réunion]. Ils nous ont fait entrer clandestinement. Je pensais que nous serions dans des caves différentes, à l'intérieur des montagnes, et j'ai donc été surpris de voir la pension de famille, qui est très propre et très confortable. Qu'Allah soit loué. Nous avons aussi appris que c'est un lieu sûr, par la grâce d'Allah. Le lieu est propre, et nous sommes très confortables.*

Ben Laden. *[inaudible] Lorsque quelqu'un voit un cheval fort et un cheval faible, il aime en général le cheval fort. C'est là un seul objectif : ceux qui veulent que les gens prient le Seigneur, sans suivre cette doctrine, suivront la doctrine de Mahomet, que la paix soit sur lui.*

[Oussama ben Laden cite ensuite plusieurs versets courts et incomplets du « Hadith », la narration de la vie de Mahomet]

Ben Laden. *Ces jeunes qui ont exécuté les opérations n'acceptaient pas le « fiqh » [jurisprudence islamique] en termes populaires, mais ils acceptaient le « fiqh » qu'avait donné le prophète Mahomet. Ces jeunes hommes [inaudible] ont fait par leurs actes à New York et à Washington des discours qui ont éclipsé tous les discours prononcés partout ailleurs dans le monde. Ces discours ont été compris tant par les Arabes que par les non-Arabes, même par les Chinois. C'est surtout ce qu'ont dit les médias. Certains d'entre eux ont dit que, en Hollande, dans l'un des centres [islamiques], le nombre des personnes qui avaient accepté l'islam pendant les jours qui ont fait suite aux opérations était plus élevé que celui des personnes qui avaient accepté l'islam au cours des onze dernières années. J'ai entendu, sur la radio islamique, quelqu'un qui possède une école aux États-Unis dire : « Nous n'avons pas le temps de faire face à la demande de ceux qui veulent des livres islamiques pour s'informer au sujet de*

l'islam. » Cet événement a fait penser les gens [au véritable islam], ce qui est très bénéfique pour l'islam.

Cheikh. *Des centaines de personnes avaient des doutes à votre sujet, et seuls quelques-uns vous suivaient jusqu'à la survenance de cet énorme événement. Maintenant, des centaines de personnes viennent pour se joindre à vous. Je me souviens d'une vision du Cheikh Salih al-[Shuaybi]. Il a dit : « Il y aura un grand coup, et les gens se rendront par centaines en Afghanistan. » Je lui ai demandé : « En Afghanistan ? » Il m'a répondu affirmativement. Selon lui, ceux qui ne partiront pas seront les faibles d'esprit et les menteurs [hypocrites]. Je me souviens qu'il a dit que des centaines de personnes iraient en Afghanistan. Il a eu cette vision il y a un an. Cet événement fait une distinction entre les différents types de disciples.*

Ben Laden. [inaudible] *Nous avons calculé à l'avance le nombre de victimes de l'ennemi qui seraient tuées, en fonction de l'emplacement de la tour. Nous avons calculé que les étages qui seraient touchés seraient au nombre de trois ou quatre. J'étais le plus optimiste de tous.*

[inaudible] *En raison de mon expérience dans ce domaine, je pensais que l'incendie causé par le carburant de l'avion ferait fondre la structure métallique de l'immeuble et qu'il ferait s'effondrer la partie touchée et uniquement les étages situés au-dessus. C'est tout ce que nous espérions.*

Ben Laden. *Nous étions à [inaudible] quand l'événement a eu lieu. On nous avait informés depuis le jeudi précédent que l'événement se passerait ce jour-là. Nous avons fini notre travail pour la journée, et nous avons mis la radio. Il était 5 h 30, heure locale. J'étais en compagnie d'Ahmad Abu-al-[Khair]. Immédiatement, ils nous ont dit qu'un avion avait frappé le World Trade Center. Nous avons changé de station pour capter les nouvelles de Washington. Le bulletin d'information suivait son cours. L'attaque n'a été mentionnée qu'à la fin. Alors, le journaliste a annoncé qu'un avion venait de frapper le World Trade Center.*

Cheikh. *Allah soit loué.*

Ben Laden. *Un moment s'est écoulé, puis ils ont annoncé qu'un autre avion avait percuté le World Trade Center. Les frères qui ont entendu la nouvelle étaient fous de joie.*

Cheikh. *J'étais assis à écouter les nouvelles. Nous ne pensions à rien de particulier, et soudain, par la grâce d'Allah, nous étions en train de discuter des raisons pour lesquelles nous n'avons rien, et tout à coup, la nouvelle arrive, et tout le monde est fou de joie et tout le monde, jusqu'au lendemain, parlait de ce qui s'était passé. Nous sommes restés à écouter les nouvelles jusqu'à 4 h. Les nouvelles étaient chaque fois un peu différentes, tout le monde était joyeux et disait « Allah est grand », « Allah est grand », « qu'Allah soit loué », « Rendons grâce à Allah ». Je me réjouissais de la liesse de mes frères. Ce jour-là, nous n'avons cessé de recevoir des félicitations au téléphone. La mère n'arrêtait pas de répondre au téléphone. Qu'Allah soit remercié. Allah est grand, rendons grâce à Allah.*

(...)

Cheikh. *La victoire est nette et ne fait aucun doute. Allah nous a accordé (...) l'honneur (...) et Il va continuer de nous bénir et il y aura d'autres victoires durant ce mois sacré du ramadan. C'est ce que tout le monde espérait. Grâce à Allah, l'Amérique est sortie de ses cavernes. Nous lui avons porté le premier coup, et la prochaine fois nous la frapperons avec les mains des croyants, de bons croyants, les croyants les plus convaincus. Par Allah, c'est une grande œuvre. Allah vous prépare une grande récompense pour ce travail. Je suis désolé de parler en votre présence, mais ce sont juste des pensées, juste des pensées. Par Allah, qui incarne tout ce qui est bon. Je vis dans la joie, dans la joie (...) Il y a longtemps que je ne me suis senti aussi bien. Je me souviens des paroles d'al-Rabbani. Il a dit qu'ils avaient formé une coalition contre nous cet hiver avec des infidèles comme les Turcs et d'autres, même d'autres arabes. Ils nous encerclent (...) comme aux temps du prophète Mahomet. C'est exactement comme ce qui se passe aujourd'hui. Mais il a réconforté ses fidèles en leur disant : « La situation va se retourner contre eux. » C'est une grâce, une bénédiction pour nous. Cela fera revenir les gens. Voyez comme il était sage. Et Allah le bénira. Le jour viendra où les symboles de l'islam s'élèveront et ce sera comme les jours d'Al-Mujahedeen et Al-Ansar [les premières années de l'islam]. Et la victoire à tous ceux qui suivent Allah. Enfin il a dit, c'est comme aux temps anciens, au temps d'Abou Bakr, d'Othman, d'Ali et des autres. En ces jours, à notre époque, ce sera le plus grand djihad de l'histoire de l'islam et de la résistance des mécréants.*

Cheikh. *Au nom d'Allah mon cheikh. Nous vous félicitons de votre grande œuvre. Allah soit loué.*

Ben Laden. *Abdallah Azzam, qu'Allah bénisse son âme, m'a dit de ne rien enregistrer [inaudible] J'ai donc pensé que c'était un bon signe et qu'Allah nous bénirait [inaudible]. Abu-al-Hasan al-[Masri], a parlé sur la chaîne de télévision Al-Jezira il y a de cela quelques jours et a dit aux Américains : « Si vous êtes vraiment des hommes, venez ici nous affronter. » [inaudible] Il m'a dit, il y a un an : « J'ai vu en rêve que nous participions à un match de foot contre les Américains. Quand les membres de notre équipe sont arrivés sur le terrain, c'étaient tous des pilotes ! » Il a dit : « Je me suis même demandé si c'était un match de foot ou un match entre pilotes. Nos joueurs étaient des pilotes. » Il [Abu-al-Hasan] ignorait tout de l'opération avant d'en entendre parler à la radio. Il a dit que le match a continué et que nous avons gagné. C'était un bon présage pour nous.*

Cheikh. *Qu'Allah soit béni.*

Un homme non identifié, hors du champ de vision de la caméra. *Abd al-Rahman al-[Ghamri] a dit qu'il avait eu une vision avant l'opération : un avion qui s'écrasait contre un immeuble très haut. Il n'était au courant de rien.*

Cheikh. *Qu'Allah soit béni.*

Sulayman [Abu Guaith]. *J'étais assis avec le cheikh dans une pièce et je suis parti pour aller dans une autre pièce où il y avait un poste de télévision. La télé parlait du grand événement. L'image était celle d'une famille égyptienne assise dans son salon, ils ont explosé de joie. Vous savez quand vous assistez à un match de foot et que votre équipe gagne ; c'était la même expression de joie. Le sous-titre disait : « En revanche pour les enfants d'Al-Aqsa, Oussama ben Laden exécute une opération contre l'Amérique. » Je suis donc retourné voir le cheikh [voulant dire ben Laden] qui était assis dans une pièce avec cinquante ou soixante personnes. J'ai essayé de lui parler de ce que j'avais vu, mais il a fait un geste de ses mains voulant dire : « Je sais, je sais... »*

Ben Laden. *Il n'était pas au courant de l'opération. Tout le monde n'était pas au courant [inaudible] Mohammed [Atta], de la famille égyptienne [voulant dire faisant partie du groupe égyptien d'al-Qaida] était le responsable du groupe.*

Cheikh. *Un avion qui s'écrase sur un grand immeuble, cela défiait l'imagination de quiconque. C'était du beau travail. Il était l'un des hommes pieux de l'organisation. C'est un martyr maintenant. Qu'Allah bénisse son âme.*

Cheikh [faisant allusion à des rêves et des visions]. *L'avion qu'il a vu s'écraser contre l'immeuble avait été vu auparavant par plus d'une personne. L'un des bons croyants avait tout abandonné pour venir ici. Il m'a dit : « J'ai eu une vision. Je me trouvais dans un gros avion, long et large. Je le portais sur mes épaules et j'ai marché de la route au désert pendant un demi-kilomètre. Je tirais l'avion. » Je l'ai écouté et j'ai prié Allah pour qu'il l'aide. Une autre personne m'a dit que lui c'était l'année dernière qu'il avait vu, mais je ne comprenais pas et je le lui ai dit. Il a dit : « J'ai vu des gens qui partaient pour le djihad ... et ils se sont retrouvés à New York... à Washington et à New York. » J'ai dit : « De quoi parles-tu ? » Il m'a dit que l'avion s'est écrasé contre le bâtiment. C'était l'année dernière. Nous n'y avons pas attaché trop d'importance sur le moment. Mais, quand les incidents se sont produits, il est venu me voir et a dit : « Vous avez vu (...) c'est bizarre. » Je connais un autre homme... mon Dieu... il dit qu'il jure sur Allah que sa femme avait vu l'incident une semaine plus tôt. Elle a vu l'avion s'écraser contre l'immeuble... c'était incroyable, mon Dieu.*

Ben Laden. *Les frères, ceux qui ont mené l'opération, tout ce qu'ils savaient, c'est qu'ils avaient une opération de martyre à réaliser, et nous avons demandé à chacun d'eux d'aller en Amérique, mais ils ne savaient rien de l'opération, pas un seul mot. Mais ils étaient entraînés et nous ne leur avons rien révélé de l'opération jusqu'au moment où ils étaient là et s'apprêtaient à s'embarquer dans les avions.*

Ben Laden. [inaudible] *Puis il a dit : Ceux qui avaient été entraînés pour piloter des avions ne connaissaient pas les autres. Les groupes ne se connaissaient pas entre eux, [inaudible]*

[Quelqu'un dans l'assistance demande à ben Laden de raconter au cheikh le rêve d'Abu-Daud.]

Ben Laden. *Nous étions dans le campement d'un gardien de l'un des frères à Kandahar. Ce frère appartient à la majorité parmi le groupe. Il est venu près de moi et m'a raconté qu'il avait vu, en rêve, un grand bâtiment en Amérique, et que dans le même rêve il avait vu Mukhtar leur apprendre à faire du karaté. À ce moment-là, j'ai eu peur que le secret ne soit révélé si tout le monde commençait à le voir dans ses rêves. J'ai mis fin à la conversation. Je lui ai dit que s'il avait un nouveau rêve, de n'en parler à personne, parce que les gens seraient en colère contre lui.*

[On peut entendre une autre personne raconter un rêve dans lequel il a vu deux avions s'écraser contre un grand immeuble.]

Ben Laden. *Ils étaient pris d'une joie délirante lorsque le premier avion s'est écrasé contre le bâtiment, et je leur ai dit : « Soyez patients ».*

Ben Laden. *Le laps de temps entre le premier et le deuxième avion qui se sont écrasés contre les tours était de 20 minutes et celui entre le premier avion et celui qui s'est écrasé contre le Pentagone était une heure.*

Cheikh. *Ils [les Américains] étaient terrifiés et pensaient qu'il s'agissait d'un coup d'État.*

[Ayman al-Zawahri rend hommage à ben Laden pour sa bonne connaissance des informations parues dans les médias. Il dit ensuite que c'était la première fois qu'ils (les Américains) avaient le sentiment que le danger les visait.]

[Ben Laden récite un poème.]

[Fin de l'enregistrement de la visite de ben Laden.

Le film de la visite au site de l'hélicoptère suit le poème.]

[Fin de la transcription]

[Fin du texte]

Ci-dessous quelques articles parus dans la presse occidentale, qui font état des dénégations d'Oussama ben Laden quant à son implication dans les attentats du 11 Septembre 2001. Il est à noter que beaucoup de personnes, y compris au sein même de divers services de renseignement, ont émis des doutes sur la véracité de l'enregistrement vidéo dans lequel il revendique ces actions, comme sur les messages qui lui ont été attribués ultérieurement.*

« Ben Laden affirme ne pas être responsable des attentats »**

17 septembre 2001

Doha, Qatar (CNN) – Le dirigeant et militant islamique Oussama ben Laden, l'homme que les États-Unis considèrent comme le suspect n°1 dans les attentats terroristes de New York et Washington la semaine dernière, a nié dimanche toute implication dans ces attaques qui ont coûté la vie à des milliers de personnes.

Dans une déclaration transmise par la chaîne arabe satellitaire al-Jazira, basée au Qatar, ben Laden affirme : « *Le gouvernement des États-Unis m'a accusé de façon constante d'être à l'origine de chacune des attaques de ses ennemis* ».

« *Je tiens à assurer le monde que je n'ai pas planifié les récents attentats, qui semblent l'avoir été par des individus ayant des motifs personnels* » a déclaré ben Laden.

« *Je vis dans l'émirat islamique d'Afghanistan et je respecte les lois de ses dirigeants. L'actuel dirigeant ne me permet pas l'exécution de telles opérations* » a-t-il ajouté.

Interrogé dimanche sur les dénégations de ben Laden, le Président Bush a déclaré : « *Il n'y a aucun doute qu'il est le suspect numéro un. La question ne se pose pas* ».

* Pour plus d'informations, le lecteur se reportera au nouveau livre de David R. Griffin (à paraître en août) intitulé *11 Septembre, la faillite des médias ; une conspiration du silence* (éditions Demi-Lune, 2007).

** CNN, le 17 septembre 2001
<http://edition.cnn.com/2001/US/09/16/inv.binladen.denial/>

Depuis les attentats terroristes de mardi contre les États-Unis, Bush a répété à plusieurs reprises sa menace de frapper les terroristes ainsi que toute nation qui leur offrirait soutien ou asile.

Ben Laden, un riche exilé né en Arabie Saoudite, vit en Afghanistan depuis plusieurs années. Des responsables US le tiennent responsable des attentats contre des cibles états-uniennes, comme l'attaque l'année dernière de l'*USS Cole* au Yemen et les attentats à la bombe contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya en 1998.

Les menées de ben Laden découlent de la décision par l'Arabie Saoudite en 1990 de permettre aux forces armées US de pénétrer dans le royaume suite à l'invasion du Koweït par l'Irak – une présence militaire qui est devenue permanente.

En 1997, dans une interview accordée à CNN, ben Laden a décrit la présence militaire US comme une « *occupation du pays où se trouvent les lieux saints* [de l'islam]. »

Immédiatement après les attentats qui détruisirent les prestigieuses Tours Jumelles du World Trade Center et endommagèrent sérieusement le Pentagone, des responsables Taliban au pouvoir en Afghanistan exprimèrent leurs doutes quant à l'implication de ben Laden dans ces actions.

Les Taliban – la milice fondamentaliste islamique qui s'empara du pouvoir en Afghanistan en 1996 – ont nié ses liens avec le terrorisme et déclaré qu'ils l'avaient privé de tous ses moyens de communication avec le monde extérieur.

The régime répressif des Taliban fut l'objet d'une condamnation quasi universelle, en particulier pour leur dur traitement envers les femmes. Seuls 3 États, dont le Pakistan, les reconnaissent comme le gouvernement légitime du pays.

CNN a appris dimanche qu'une délégation de hauts responsables Pakistanais devait se rendre en Afghanistan lundi pour enjoindre au chef suprême des Taliban, le Mollah Mohammed Omar de livrer ben Laden.

Les Taliban, qui contrôlent plus de 90 % du territoire afghan ont émis des menaces à l'encontre de tout pays voisin qui laisserait les États-Unis utiliser leur territoire comme une base pour lancer une attaque contre l'Afghanistan.

« Oussama ben Laden affirme que l'organisation al-Qaida n'a rien à voir avec le 11 Septembre »*

« *L'organisation al-Qaida n'a rien à voir avec les attentats du 11 Septembre contre les États-Unis* », selon les propos d'Oussama ben Laden dans une interview avec le journal pakistanais *Ummat*. Oussama ben Laden suggère en outre que les Juifs ou les services secrets états-uniens sont derrière ces attaques et exprime sa gratitude et son soutien au Pakistan, demandant au peuple pakistanais de mener le jihad contre l'Occident. Ce qui suit est la transcription d'une interview réalisée par un "correspondant spécial", publiée dans le journal pakistanais *Ummat* le 28 Septembre ; le lieu et la date ne sont pas mentionnés.

Ummat : On vous a accusé d'être impliqué dans les attentats de New York et Washington. Qu'avez-vous à déclarer à ce sujet ? Si ce n'est pas vous, qui est responsable ?

Oussama ben Laden : « J'ai déjà dit que je n'étais pas impliqué dans les attentats du 11 Septembre contre les États-Unis. En tant que musulman, je m'efforce toujours de ne pas mentir. Je n'étais pas informé de ces attaques, et je ne considère pas le meurtre de femmes, d'enfants et d'autres êtres humains innocents comme étant un acte appréciable. L'islam interdit strictement *de faire du mal aux femmes, aux enfants et aux autres humains innocents. De telles pratiques sont interdites même sur le champ de bataille. Ce sont les États-Unis, qui perpètrent des sévices sur les femmes, les enfants et les civils d'autres religions, en particulier les musulmans. Tout ce qui se passe en Palestine depuis 11 mois est suffisant pour attirer le courroux de Dieu sur les États-Unis et Israël. Il y a aussi un avertissement pour tous les pays musulmans qui assistent à tout cela en spectateurs silencieux. Qu'en a-t-il été des populations innocentes d'Irak, de Tchéchénie et de Bosnie ? Une seule conclusion peut être tirée de l'indifférence des États-Unis et de l'Occident envers ces actes de terrorisme et le soutien des tyrans qui les commettent : l'Amérique est une puissance anti-islamique et elle appuie les forces anti-islamiques. Cette amitié affichée à l'égard des pays musulmans n'est que de façade, il s'agit d'une tromperie. En jouant la séduction ou l'intimidation de ces pays, les États-Unis les forcent à suivre leurs propres intérêts. Regardez autour de vous et vous verrez que les esclaves des États-Unis sont des dirigeants [inféodés] ou des ennemis des musulmans.*

* Interview publiée dans le journal *Ummat Karachi* du 28 Septembre 2001 : http://www.robert-fisk.com/usama_interview_ummat.htm

Les États-Unis n'ont pas d'amis, et ne veulent pas en avoir; car une condition préalable à l'amitié est de se mettre au même niveau que cet ami et de le considérer comme son égal. L'Amérique ne veut pas regarder quiconque comme son égal. Elle les considère comme des vassaux. Par conséquent, les autres pays sont soit des esclaves soit des subordonnés. Cependant notre cas est différent. Nous avons juré de servir seulement Notre Dieu Tout Puissant et après avoir pris ce vœu, il ne nous est pas possible de devenir esclaves d'une autre puissance. Le faire serait irrespectueux aussi bien envers Notre Seigneur que vers l'autre partie. La plupart des nations du monde qui tiennent à leur liberté sont des nations religieuses; ce sont des ennemis des États-Unis ou les États-Unis les considèrent comme des ennemis.

Les pays qui n'acceptent pas de devenir des esclaves des États-Unis sont la Chine, l'Iran, la Libye, Cuba, la Syrie [l'Afghanistan, le Pakistan, le Bangladesh, l'Irak, le Soudan, l'Indonesie, la Malaisie] et la Russie. Whoever committed the act of 11 September are not the friends of the American people. I have already said that we are against the American system, not against its people, alors que dans ces attentats, c'est le peuple américain ordinaire qui a été tué. Selon mes propres informations, le nombre de victimes est bien supérieur à ce qu'a annoncé le gouvernement US. Mais l'administration Bush ne veut pas que se répande la panique. Les États-Unis devraient s'efforcer d'identifier ceux qui ont commis des attentats parmi eux: les gens qui font partie du système états-unien mais sont en dissidence contre lui. Ou ceux qui travaillent pour d'autre système; des personnes qui veulent faire de ce siècle celui du conflit entre l'islam et la chrétienté afin que leur propre civilisation, nation, pays ou idéologie puisse survivre. Il peut s'agir de n'importe qui, de la Russie à Israël, de l'Inde à la Serbie. Aux États-Unis mêmes, il existe des dizaines de groupes bien organisés et bien équipés, qui sont capables de causer des destructions de grande ampleur. De même, il ne faut pas oublier les juifs Américains qui sont contrariés par le Président Bush depuis les élections en Floride et veulent se venger de lui.

Ensuite il y a les agences de renseignement états-uniennes, qui ont besoin des milliards de dollars attribués chaque année par le Congrès et le gouvernement. Cette question du financement ne posait aucun problème du temps de l'ancienne Union soviétique, mais depuis [sa chute] le budget de ces agences est en danger. Elles avaient besoin d'un ennemi. Ainsi, elles ont commencé leur propagande contre Oussama et les Taliban et c'est alors que cet incident est survenu. Vous voyez, l'administration Bush a approuvé un budget de 40 milliards de dollars. Où ira cette somme colossale? Elle sera dirigée vers ces mêmes agences, qui ont d'énormes besoins et veulent exercer leur influence. Maintenant, elles utiliseront ces fonds pour étendre et accroître leur influence. Je vais vous donner un exemple. Les trafiquants de drogue, dans le monde entier sont en contact avec les agences secrètes états-uniennes. Ces agences ne veulent pas éradiquer les cultures de narcotiques ni le trafic parce que ce faisant leur

importance serait moindre. Les gens du département US de lutte contre la drogue favorisent le commerce de drogue afin de montrer qu'ils sont nécessaires, et justifier de leur budget qui se chiffre en millions de dollars. La CIA a fait du général Noriega un baron de la drogue avant de le recycler en bouc émissaire. De la même façon, que ce soit le Président Bush ou un autre Président des États-Unis, nul ne peut traduire Israël en justice pour ses violations des droits de l'Homme ni le tenir responsable pour ses crimes. Comment cela se fait-il ? N'est-ce pas parce qu'il existe un gouvernement à l'intérieur du gouvernement aux États-Unis ? C'est à ce gouvernement secret qu'il faut demander qui a organisé les attentats. »

Ummat : Les pertes causées par ces attentats à New York et Washington ont prouvé que porter un coup économique aux États-Unis n'est pas très difficile. Des experts états-uniens admettent que quelques autres attaques de ce style pourraient mettre l'économie américaine au tapis. Pourquoi al-Qaida ne s'en prend-elle pas aux fondements économiques des US ?

Oussama ben Laden : « J'ai déjà dit que nous ne sommes pas hostiles aux États-Unis. Nous sommes contre le système [le gouvernement états-unien], qui rend les autres nations esclaves des États-Unis, ou les force à renoncer à leur liberté économique et politique. Ce système est totalement contrôlé par les juifs américains, dont la priorité des priorités est Israël, pas les États-Unis. Il est clair que le peuple américain est lui-même l'esclave des juifs et est contraint de vivre selon les principes et les lois qu'on lui impose. Donc la punition doit atteindre Israël. En fait, c'est Israël, qui massacre d'innocents musulmans et les États-Unis ne disent mot. »

BEN LADEN NIE DE NOUVEAU SON IMPLICATION DANS LES ATTENTATS DU 11/9*

...

Les États-Unis prétendent qu'il a avoué son rôle dans un message vidéo 2 mois plus tard, mais le contenu de cette dernière vidéo est sujet à controverses.

L'INSTITUT SUISSE DALLE MOLLE**

12 novembre 2002 :

le nouvel enregistrement de ben Laden pourrait être un faux

Un nouvel enregistrement audio prétendument réalisé par ben Laden, dans lequel il se félicite des attentats récents de Bali, du Koweït, du Yémen et de Moscou, est diffusé par al-Jazira. [BBC, 13/11/2002 ; BBC, 18/11/2002] Des responsables états-uniens pensent que la voix est “presque certainement” celle de ben Laden, mais l’Institut Dalle Molle pour l’Intelligence Artificielle Perceptuelle en Suisse, un des meilleurs instituts au monde dans le domaine de la reconnaissance vocale, se déclare certain à 95 % que cette cassette est une falsification. [BBC, 18/11/2002; BBC, 29/11/2002; *Toronto Star*, 16/12/2002] Deux semaines plus tard, un journal britannique publie le texte complet d’une “lettre au peuple américain”, censée avoir été écrite par ben Laden. [*Observer*, 25/11/2002] Cependant, les “diplomates [sont] sceptiques quant à l’authenticité de ce document.” [*Guardian*, 15/10/2002]

* <http://www.cooperativeresearch.org/context.jsp?item=a092801osamadenial>

** http://www.cooperativeresearch.org/entity.jsp?entity=dalle_molle_institute

L'incroyable Opération Northwoods*

ou lorsque les militaires américains voulaient organiser des “opérations” sur leur propre territoire pour présenter l'invasion de Cuba comme de la légitime défense.

~~TOP SECRET SPECIAL HANDLING NOFORN~~

 THE JOINT CHIEFS OF STAFF
WASHINGTON 25, D.C.

UNCLASSIFIED 13 March 1962

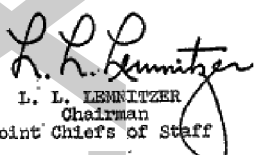
MEMORANDUM FOR THE SECRETARY OF DEFENSE

Subject: Justification for US Military Intervention in Cuba (TS)

1. The Joint Chiefs of Staff have considered the attached Memorandum for the Chief of Operations, Cuba Project, which responds to a request of that office for brief but precise description of pretexts which would provide justification for US military intervention in Cuba.
2. The Joint Chiefs of Staff recommend that the proposed memorandum be forwarded as a preliminary submission suitable for planning purposes. It is assumed that there will be similar submissions from other agencies and that these inputs will be used as a basis for developing a time-phased plan. Individual projects can then be considered on a case-by-case basis.
3. Further, it is assumed that a single agency will be given the primary responsibility for developing military and para-military aspects of the basic plan. It is recommended that this responsibility for both overt and covert military operations be assigned the Joint Chiefs of Staff.

For the Joint Chiefs of Staff:

SYSTEMATICALLY REVIEWED
BY JCS ON 27 May 84
CLASSIFICATION CONTINUED


L. L. LEMNITZER
Chairman
Joint Chiefs of Staff

1 Enclosure
Memo for Chief of Operations, Cuba Project EXCLUDED FROM GDS

EXCLUDED FROM AUTOMATIC
REGRADING; DOD DIR 3200.10
DOES NOT APPLY

~~TOP SECRET SPECIAL HANDLING NOFORN~~

* Note de l'éditeur: à notre connaissance, ces fac-similés sont parus pour la première fois (dans un livre francophone) dans la version originale de cet ouvrage. Il s'agit de l'unique copie de ce document, conservée par le secrétaire à la Défense alors en place, M. Robert S. MacNamara.

TOP SECRETJCS 1969/32112 March 1962Page 2165~~UNCLASSIFIED~~COPY NO. 1

SPECIAL DISTRIBUTION

NOTE BY THE SECRETARIES

to the

JOINT CHIEFS OF STAFF

on

NORTHWOODS (S)

A report* on the above subject is submitted for consideration by the Joint Chiefs of Staff.

F. J. BLOVIN

M. J. INGELDO

Joint Secretariat

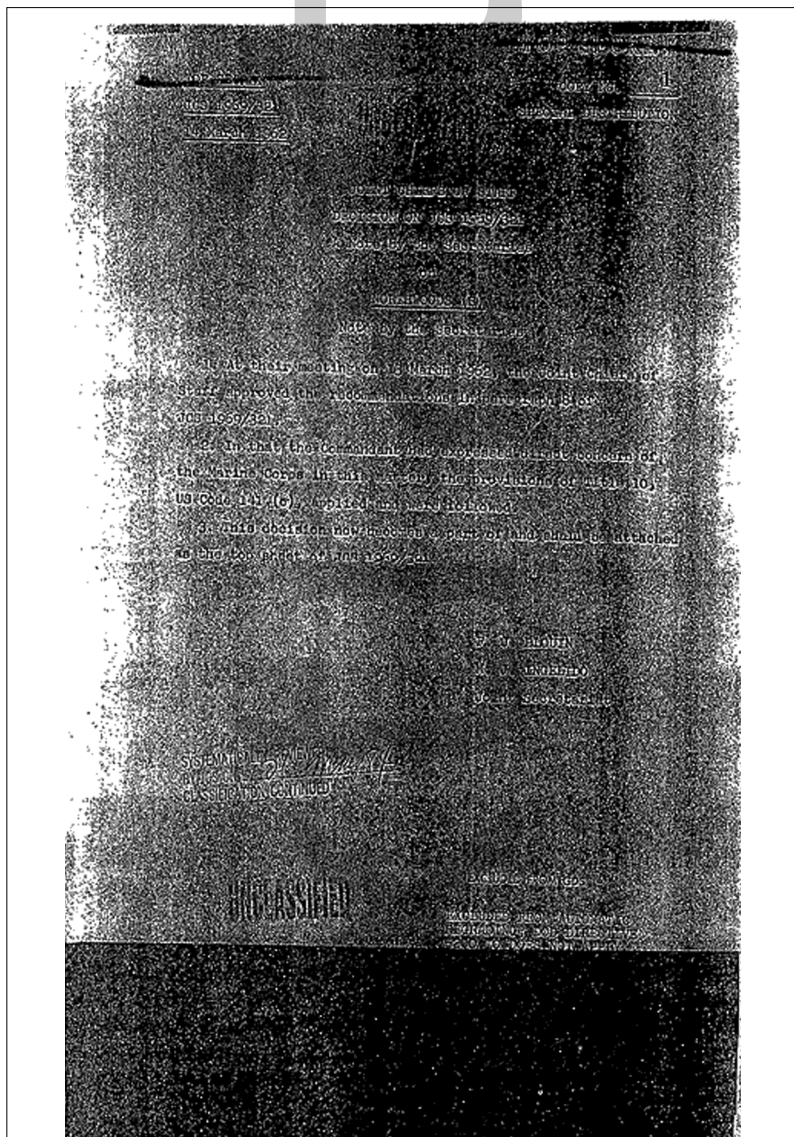
* Not reproduced herewith; on file in Joint Secretariat

EXCLUDED FROM GDS
EXCLUDED FROM AUTOMATIC
REGRADING; DOD DIRECTIVE
5200.10 DOES NOT APPLY

TOP SECRET
JCS 1969/321

2165

~~UNCLASSIFIED~~



9 March 1962

COPY OF COPIES
SPECIAL DISTRIBUTION

UNCLASSIFIED

REPORT BY THE DEPARTMENT OF DEFENSE AND
JOINT CHIEFS OF STAFF REPRESENTATIVE ON THE
CARIBBEAN SURVEY GROUPto the
JOINT CHIEFS OF STAFF
on
CUBA PROJECT (TS)

The Chief of Operations, Cuba Project, has requested
that he be furnished the views of the Joint Chiefs of Staff
on this matter by 13 March 1962.

EXCLUDED FROM GDS

UNCLASSIFIED

~~TOP SECRET SPECIAL HANDLING NOFORN~~

UNCLASSIFIED

JUSTIFICATION FOR US MILITARY INTERVENTION IN CUBA (TS)

THE PROBLEM

1. As requested* by Chief of Operations, Cuba Project, the Joint Chiefs of Staff are to indicate brief but precise description of pretexts which they consider would provide justification for US military intervention in Cuba.

FACTS BEARING ON THE PROBLEM

2. It is recognized that any action which becomes pretext for US military intervention in Cuba will lead to a political decision which then would lead to military action.

3. Cognizance has been taken of a suggested course of action proposed** by the US Navy relating to generated instances in the Guantanamo area.

4. For additional facts see Enclosure B.

DISCUSSION

5. The suggested course of action appended to Enclosure A are based on the premise that US military intervention will result from a period of heightened US-Cuban tensions which place the United States in the position of suffering justifiable grievances. World opinion, and the United Nations forum should be favorably affected by developing the international image of the Cuban government as rash and irresponsible, and as an alarming and unpredictable threat to the peace of the Western Hemisphere.

6. While the foregoing premise can be utilized at the present time it will continue to hold good only as long as there can be reasonable certainty that US military intervention in Cuba would not directly involve the Soviet Union. There is

* Memorandum for General Craig from Chief of Operations, Cuba Project, subject: "Operation Mongoose", dated 5 March 1962, on file in General Craig's office.

** Memorandum for the Chairman, Joint Chiefs of Staff, from Chief of Naval Operations, subject: "Instances to Provoke Military Actions in Cuba (TS)", dated 8 March 1962, on file in General Craig's office.

UNCLASSIFIED

~~TOP SECRET SPECIAL HANDLING NOFORN~~

~~UNCLASSIFIED~~

as yet no bilateral mutual support agreement binding the USSR to the defense of Cuba, Cuba has not yet become a member of the Warsaw Pact, nor have the Soviets established Soviet bases in Cuba in the pattern of US bases in Western Europe. Therefore, since time appears to be an important factor in resolution of the Cuba problem, all projects are suggested within the time frame of the next few months.

CONCLUSION

7. The suggested courses of action appended to Enclosure A satisfactorily respond to the statement of the problem. However, these suggestions should be forwarded as a preliminary submission suitable for planning purposes, and together with similar inputs from other agencies, provide a basis for development of a single, integrated, time-phased plan to focus all efforts on the objective of justification for US military intervention in Cuba.

RECOMMENDATIONS

8. It is recommended that:

- a. Enclosure A together with its attachments should be forwarded to the Secretary of Defense for approval and transmittal to the Chief of Operations, Cuba Project.
- b. This paper NOT be forwarded to commanders of unified or specified commands.
- c. This paper NOT be forwarded to US officers assigned to NATO activities.
- d. This paper NOT be forwarded to the Chairman, US Delegation, United Nations Military Staff Committee.

3

~~UNCLASSIFIED~~~~TOP SECRET SPECIAL HANDLING NOFORN~~

UNCLASSIFIED

MEMORANDUM FOR THE SECRETARY OF DEFENSE

Subject: Justification for US Military Intervention
in Cuba (TS)

1. The Joint Chiefs of Staff have considered the attached Memorandum for the Chief of Operations, Cuba Project, which responds to a request* of that office for brief but precise description of pretexts which would provide justification for US military intervention in Cuba.

2. The Joint Chiefs of Staff recommend that the proposed memorandum be forwarded as a preliminary submission suitable for planning purposes. It is assumed that there will be similar submissions from other agencies and that these inputs will be used as a basis for developing a time-phased plan. Individual projects can then be considered on a case-by-case basis.

3. Further, it is assumed that a single agency will be given the primary responsibility for developing military and para-military aspects of the basic plan. It is recommended that this responsibility for both overt and covert military operations be assigned the Joint Chiefs of Staff.

* Memorandum for Gen Craig from Chief of Operations, Cuba Project, subject, "Operation NOWMOOSE", dated 5 March 1962, on file in Gen Craig's office

Enclosure A

UNCLASSIFIED~~TOP SECRET SPECIAL HANDLING NOFORN~~

~~TOP SECRET~~ SPECIAL HANDLING ~~NOFORN~~

APPENDIX TO ENCLOSURE A

DRAFT

UNCLASSIFIED

MEMORANDUM FOR CHIEF OF OPERATIONS, CUBA PROJECT

Subject: Justification for US Military Intervention
in Cuba (TS)

1. Reference is made to memorandum from Chief of Operations, Cuba Project, for General Craig, subject: "Operation MONGOOSE", dated 5 March 1962, which requested brief but precise description of pretexts which the Joint Chiefs of Staff consider would provide justification for US military intervention in Cuba.

2. The projects listed in the enclosure hereto are forwarded as a preliminary submission suitable for planning purposes. It is assumed that there will be similar submissions from other agencies and that these inputs will be used as a basis for developing a time-phased plan. The individual projects can then be considered on a case-by-case basis. X-7-3

3. This plan, incorporating projects selected from the attached suggestions, or from other sources, should be developed to focus all efforts on a specific ultimate objective which would provide adequate justification for US military intervention. Such a plan would enable a logical build-up of incidents to be combined with other seemingly unrelated events to camouflage the ultimate objective and create the necessary impression of Cuban rashness and irresponsibility on a large scale, directed at other countries as well as the United States. The plan would also properly integrate and time phase the courses of action to be pursued. The desired resultant from the execution of this plan would be to place the United States in the apparent position of suffering defensible grievances from a rash and irresponsible government of Cuba and to develop an international image of a Cuban threat to peace in the Western Hemisphere.

UNCLASSIFIED

5

Appendix to
Enclosure A

~~TOP SECRET~~ SPECIAL HANDLING ~~NOFORN~~

UNCLASSIFIED

4. Time is an important factor in resolution of the Cuban problem. Therefore, the plan should be so time-phased that projects would be operable within the next few months.

5. Inasmuch as the ultimate objective is overt military intervention, it is recommended that primary responsibility for developing military and para-military aspects of the plan for both overt and covert military operations be assigned the Joint Chiefs of Staff.

6

Appendix to
Enclosure A

UNCLASSIFIED

~~TOP SECRET SPECIAL HANDLING NOFORN~~

~~TOP SECRET~~ ~~SPECIAL HANDLING~~ ~~NOFORN~~
 ANNEX TO APPENDIX TO ENCLOSURE A
 PRETEXTS TO JUSTIFY US MILITARY INTERVENTION IN CUBA

(Note: The courses of action which follow are a preliminary submission suitable only for planning purposes. They are arranged neither chronologically nor in ascending order. Together with similar inputs from other agencies, they are intended to provide a point of departure for the development of a single, integrated, time-phased plan. Such a plan would permit the evaluation of individual projects within the context of cumulative, correlated actions designed to lead inexorably to the objective of adequate justification for US military intervention in Cuba).

1. Since it would seem desirable to use legitimate provocation as the basis for US military intervention in Cuba a cover and deception plan, to include requisite preliminary actions such as has been developed in response to Task 33 c, could be executed as an initial effort to provoke Cuban reactions. Harassment plus deceptive actions to convince the Cubans of imminent invasion would be emphasized. Our military posture throughout execution of the plan will allow a rapid change from exercise to intervention if Cuban response justifies.

2. A series of well coordinated incidents will be planned to take place in and around Guantanamo to give genuine appearance of being done by hostile Cuban forces.

a. Incidents to establish a credible attack (not in chronological order):

- (1) Start rumors (many). Use clandestine radio.
- (2) Land friendly Cubans in uniform "over-the-fence" to stage attack on base.
- (3) Capture Cuban (friendly) saboteurs inside the base.
- (4) Start riots near the base main gate (friendly Cubans).

~~TOP SECRET~~ ~~SPECIAL HANDLING~~ ~~NOFORN~~
 UNCLASSIFIED

~~TOP SECRET~~
~~UNCLASSIFIED~~

- (5) Blow up ammunition inside the base; start fires.
- (6) Burn aircraft on air base (sabotage).
- (7) Lob mortar shells from outside of base into base.

Some damage to installations.

- (8) Capture assault teams approaching from the sea or vicinity of Guantanamo City.
- (9) Capture militia group which storms the base.
- (10) Sabotage ship in harbor; large fires -- naphthalene.
- (11) Sink ship near harbor entrance. Conduct funerals for mock-victims (may be lieu of (10)).

b. United States would respond by executing offensive operations to secure water and power supplies, destroying artillery and mortar emplacements which threaten the base.

c. Commence large scale United States military operations.

3. A "Remember the Maine" incident could be arranged in several forms:

a. We could blow up a US ship in Guantanamo Bay and blame Cuba.

b. We could blow up a drone (unmanned) vessel anywhere in the Cuban waters. We could arrange to cause such incident in the vicinity of Havana or Santiago as a spectacular result of Cuban attack from the air or sea, or both. The presence of Cuban planes or ships merely investigating the intent of the vessel could be fairly compelling evidence that the ship was taken under attack. The nearness to Havana or Santiago would add credibility especially to those people that might have heard the blast or have seen the fire. The US could follow up with an air/sea rescue operation covered by US fighters to "evacuate" remaining members of the non-existent crew. Casualty lists in US newspapers would cause a helpful wave of national indignation.

4. We could develop a Communist Cuban terror campaign in the Miami area, in other Florida cities and even in Washington.

8

Annex to Appendix
to Enclosure A

~~UNCLASSIFIED~~~~TOP SECRET~~~~SPECIAL HANDLING~~~~NOFORN~~

~~TOP SECRET SPECIAL HANDLING NOFORN~~

UNCLASSIFIED

The terror campaign could be pointed at Cuban refugees seeking haven in the United States. We could sink a boatload of Cubans enroute to Florida (real or simulated). We could foster attempts on lives of Cuban refugees in the United States even to the extent of wounding in instances to be widely publicized. Exploding a few plastic bombs in carefully chosen spots, the arrest of Cuban agents and the release of prepared documents substantiating Cuban involvement also would be helpful in projecting the idea of an irresponsible government.

5. A "Cuban-based, Castro-supported" filibuster could be simulated against a neighboring Caribbean nation (in the vein of the 14th of June invasion of the Dominican Republic). We know that Castro is backing subversive efforts clandestinely against Haiti, Dominican Republic, Guatemala, and Nicaragua at present and possible others. These efforts can be magnified and additional ones contrived for exposure. For example, advantage can be taken of the sensitivity of the Dominican Air Force to intrusions within their national air space. "Cuban" B-26 or C-46 type aircraft could make cane-burning raids at night. Soviet Bloc incendiaries could be found. This could be coupled with "Cuban" messages to the Communist underground in the Dominican Republic and "Cuban" shipments of arms which would be found, or intercepted, on the beach.

6. Use of MIG type aircraft by US pilots could provide additional provocation. Harassment of civil air, attacks on surface shipping and destruction of US military drone aircraft by MIG type planes would be useful as complementary actions. An F-86 properly painted would convince air passengers that they saw a Cuban MIG, especially if the pilot of the transport were to announce such fact. The primary drawback to this suggestion appears to be the security risk inherent in obtaining or modifying an aircraft. However, reasonable copies of the MIG could be produced from US resources in about three months.

9

Annex to Appendix
to Enclosure A

UNCLASSIFIED

~~TOP SECRET SPECIAL HANDLING NOFORN~~

UNCLASSIFIED

7. Hijacking attempts against civil air and surface craft should appear to continue as harassing measures condoned by the government of Cuba. Concurrently, genuine defections of Cuban civil and military air and surface craft should be encouraged.

8. It is possible to create an incident which will demonstrate convincingly that a Cuban aircraft has attacked and shot down a chartered civil airliner enroute from the United States to Jamaica, Guatemala, Panama or Venezuela. The destination would be chosen only to cause the flight plan route to cross Cuba. The passengers could be a group of college students off on a holiday or any grouping of persons with a common interest to support chartering a non-scheduled flight.

a. An aircraft at Eglin AFB would be painted and numbered as an exact duplicate for a civil registered aircraft belonging to a CIA proprietary organization in the Miami area. At a designated time the duplicate would be substituted for the actual civil aircraft and would be loaded with the selected passengers, all boarded under carefully prepared aliases. The actual registered aircraft would be converted to a drone.

b. Take off times of the drone aircraft and the actual aircraft will be scheduled to allow a rendezvous south of Florida. From the rendezvous point the passenger-carrying aircraft will descend to minimum altitude and go directly into an auxiliary field at Eglin AFB where arrangements will have been made to evacuate the passengers and return the aircraft to its original status. The drone aircraft meanwhile will continue to fly the filed flight plan. When over Cuba the drone will begin transmitting on the international distress frequency a "MAY DAY" message stating he is under attack by Cuban MIG aircraft. The transmission will be interrupted by destruction of the aircraft which will be triggered by radio signal. This will allow ICAG radio

10

Annex to Appendix
to Enclosure A

UNCLASSIFIED

~~TOP SECRET~~ ~~SPECIAL HANDLING~~ ~~NOFORN~~

stations in the Western Hemisphere to tell the US what has happened to the aircraft instead of the US trying to "sell" the incident.

9. It is possible to create an incident which will make it appear that Communist Cuban MIGs have destroyed a USAF aircraft over international waters in an unprovoked attack.

a. Approximately 4 or 5 F-101 aircraft will be dispatched in trail from Homestead AFB, Florida, to the vicinity of Cuba. Their mission will be to reverse course and simulate fakir aircraft for an air defense exercise in southern Florida. These aircraft would conduct variations of these flights at frequent intervals. Crews would be briefed to remain at least 12 miles off the Cuban coast; however, they would be required to carry live ammunition in the event that hostile actions were taken by the Cuban MIGs.

b. On one such flight, a pre-briefed pilot would fly tail-end Charlie at considerable interval between aircraft. While near the Cuban Island this pilot would broadcast that he had been jumped by MIGs and was going down. No other calls would be made. The pilot would then fly directly west at extremely low altitude and land at a secure base, an Eglin auxiliary. The aircraft would be met by the proper people, quickly stored and given a new tail number. The pilot who had performed the mission under an alias, would resume his proper identity and return to his normal place of business. The pilot and aircraft would then have disappeared.

c. At precisely the same time that the aircraft was presumably shot down a submarine or small surface craft would disburse F-101 parts, parachute, etc., at approximately 15 to 20 miles off the Cuban coast and depart. The pilots returning to Homestead would have a true story as far as they knew. Search ships and aircraft could be dispatched and parts of aircraft found.

11

Annex to Appendix
to Enclosure A

UNCLASSIFIED

~~TOP SECRET SPECIAL HANDLING NOFORN~~

La liste étrange des 125 victimes (civiles et militaires) au Pentagone

NAVY PERSONNEL: (Presumed to be all part of the Office of Naval Intelligence – who were likely to have been monitoring the secret War Games, and would have been the first to realize the war games were a ruse in order to attack NYC.)

Capt. Gerald Francis Deconto, 44, Sandwich, Massachusetts **director of current operations and plans, was organizing the Navy's response to the WTC attack when he was killed.** U.S. Navy

Capt. Lawrence Daniel Getzfred, 57, Elgin, Nebraska, **Navy Command Center** U.S. Navy

Capt. Robert Edward Dolan, 43, Florham Park, New Jersey, **head of strategy and concepts branch,** U.S. Navy

(Retired) Capt. Jack Punches, 51, Clifton, Virginia, civilian employee, U.S. Navy

Cmdr. Dan Frederic Shanower, 40, Naperville, Illinois, **Naval Operations,** U.S. Navy

Cmdr. Robert Allan Schlegel, 38, Gray, Maine, U.S. Navy

Cmdr. William Howard Donovan, 37, Nunda, New York, Naval Operations U.S. Navy

Cmdr. Patrick S. Dunn, 39, Fords, New Jersey surface warfare officer, U.S. Navy ,

Lt. Cmdr. Otis Vincent Tolbert, 38, Lemoore, California, **Navy Intelligence officer,** U.S. Navy

Lt. Cmdr. Ronald James Vauk, 37, Nampa, Idaho **watch commander,** U.S. Navy

Lt. Cmdr. Eric Allen Cranford, 32, Drexel, North Carolina, U.S. Navy

Lt. Cmdr. Robert Randolph Elseth, 37, Vestal, New York, U.S. Navy

Lt. Cmdr. Eric Allen Cranford, 32, Drexel, North Carolina, U.S. Navy

Lt. Cmdr. Patrick Jude Murphy, 38, Flossmoor, Illinois U.S. Navy

Lt. Jonas Martin Panik, 26, Mingoville, Pennsylvania, **Navy Intelligence officer,** U.S. Navy

Lt. Michael Scott Lamana, 31, Baton Rouge, Louisiana, **Naval Command Center,** U.S. Navy

Lt. J.G. Darin Howard Pontell, 26, Columbia, Maryland **Navy Intelligence officer** U.S. Navy

Gerard (Jerry) P. Moran, 39, Upper Marlboro, Maryland **engineering contractor**, U.S. Navy

James Lynch, 55, Manassas, Virginia, civilian employee, U.S. Navy

Nehamon Lyons, 30, Mobile, Alabama, **Naval operations** specialist second class, U.S. Navy

Angela Houtz, 27, La Plata, Maryland civilian employee, U.S. Navy

Brady K. Howell, 26, Arlington, Virginia **management intern for chief of intelligence**, U.S. Navy

Gregg Harold Smallwood, 44, Overland Park, Kansas **chief information systems technician**, U.S. Navy

Ronald John Hemenway, 37, Shawnee, Kansas **electronics technician first class**, U.S. Navy

Edward Thomas Earhart, 26, Salt Lick, Kentucky aerographer's mate first class, U.S. Navy

Matthew Michael Flocco, 21, Newark, Delaware aerographer's mate second class, U.S. Navy

Johnnie Doctor, 32, Jacksonville, Florida **information systems technician** first class, U.S. Navy

Jamie Lynn Fallon, 23, Woodbridge, Virginia storekeeper third class, U.S. Navy

Julian Cooper, 39, Springdale, Maryland Navy contractor

Marvin Woods, 58, Great Mills, Maryland Navy contractor

Kevin Wayne Yokum, 27, Lake Charles, Louisiana **information systems technician** second class, U.S. Navy

Donald McArthur Young, 41, Roanoke, Virginia **chief information systems technician**, U.S. Navy

Melissa Rose Barnes, 27, Redlands, California **Naval Operations Tele yeoman** second class, U.S. Navy

Kris Romeo Bishundat, 23, Waldorf, Maryland **information systems technician** second class, U.S. Navy

Christopher Lee Burford, 23, Hubert, N.C. **Naval Operations, electronics technician** third class, U.S. Navy

Daniel Martin Caballero, 21, Houston, Texas **electronics technician** third class, U.S. Navy

Judith Jones, 53, Woodbridge, Virginia civilian employee, U.S. Navy,

?Brian Anthony Moss, 34, Sperry, Oklahoma electronics technician second class, U.S. Navy

Khang Nguyen, 41, Fairfax, Virginia Navy contractor

Michael Allen Noeth, 30, New York, New York illustrator/draftsman second class, U.S. Navy

Joseph John Pycior, 39, Carlstadt, New Jersey **aviation warfare systems operator** first class, U.S. Navy

Marsha Dianah Ratchford, 34, Prichard, Alabama **information systems technician** first class, U.S. Navy

ARMY ??[*Most appear to be working on budget analyst, auditors?*] ??

Lt. Col. Dean E. Matteson, **executive officer for the Army Information Management Support** Center 57, California U.S. Army

Lt. Gen. Timothy J. Maude, 53, Fort Myer, Virginia **deputy chief of staff for personnel**, U.S. Army

Lt. Col. David M. Scales, 45, Cleveland, Ohio U.S. Army

Lt. Col. Canfield D. Boone, 54, Clifton, Virginia ,U.S. Army

Lt. Col. Jerry Don Dickerson, 41, **operations research and systems analysis** Durant, Mississippi U.S. Army

Lt. Col. Dennis M. Johnson, 48, Port Edwards, Wisconsin U.S. Army

Lt. Col. Stephen Neil Hyland, 45, Burke, Virginia personnel issues, U.S. Army

(Retired) Lt. Col. Gary F. Smith, 55, Alexandria, Virginia civilian employee, U.S. Army

Karl W. Teepe, Centreville, Virginia, [LTC Army Ret. **Budget analyst**, Army Defense Intelligence Agency]

Maj. Kip P. Taylor, 38, McLean, Virginia adjutant general's corps, U.S. Army

Lt. Col. Karen Wagner, 40, Texas U.S. Army

Maj. Clifford L. Patterson, 33, Alexandria, Virginia U.S. Army

Maj. Wallace Cole Hogan, 40, Florida, **General's aide**, U.S. Army

Maj. Steve Long, 39, Georgia U.S. Army

Maj. Ronald D. Milam, 33, Washington, D.C. assistant to the Secretary, U.S. Army

Spc. Craig Amundson, 28, Fort Belvoir, Virginia multimedia illustrator for deputy chief of staff of personnel, U.S. Army ?

Sgt. First Class Jose Calderon, 44, Puerto Rico, U.S. Army

Angelene C. Carter, 51, Forrestville, Maryland, accountant, U.S. Army

Spc. Craig Amundson, 28, Fort Belvoir, Virginia, multimedia illustrator for deputy chief of staff of personnel, U.S. Army

(Retired) Master Sgt. Max Beilke, 69, Laurel, Maryland, civilian employee, U.S. Army

Sharon Carver, 38, Waldorf, Maryland, **accountant**, U.S. Army

John J. Chada, 55, Manassas, Virginia, civilian employee, U.S. Army

Rosa Maria (Rosemary) Chapa, 64, Springfield, Virginia, **Defense Intelligence Agency**

Ada Davis, 57, Camp Springs, Maryland **accountant**, U.S. Army

Amelia V. Fields, 36, Dumfries, Virginia civilian employee, U.S. Army

Cortz Ghee, 54, Reisterstown, Maryland, **budget analyst**, U.S. Army

Brenda C. Gibson, 59, Falls Church, Virginia **budgeting and accounting**, U.S. Army

Ron Golinski, 60, Columbia, Maryland civilian employee, U.S. Army

Diane M. Hale-McKinzy, 38, Alexandria, Virginia civilian employee, U.S. Army

Carolyn B. Halmon, 49, Washington, D.C. **budget analyst**, U.S. Army

Sheila Hein, 51, University Park, Maryland civilian employee, U.S. Army

Jimmie Ira Holley, 54, Lanham, Maryland **accountant**, ?Peggie Hurt, 36, Crewe, Virginia accountant, U.S. Army

Sgt. Maj. Lacey B. Ivory, 43, Woodbridge, Virginia U.S. Army

Carrie Blagburn, 48, Temple Hills, Maryland, civilian **budget analyst**, U.S. Army

Martha Reszke, 36, Stafford, Virginia **budget analyst**, U.S. Army

Brenda Kegler, 49, Washington, D.C. **budget analyst**, U.S. Army

David W. Laychak, 40, Manassas, Virginia civilian **budget analyst**, U.S. Army

Samantha Lightbourn-Allen, 36, Hillside, Maryland **budget analyst**, U.S. Army

Shelley A. Marshall, 37, Marbury, Maryland **budget analyst**, Defense Intelligence Agency

Teresa Martin, 45, Stafford, Virginia civilian employee, U.S. Army

Ada L. Mason, 50, Springfield, Virginia civilian employee, U.S. Army

Robert J. Maxwell, 53, Manassas, Virginia civilian employee, U.S. Army

Molly McKenzie, 38, Dale City, Virginia **budget analyst**, U.S. Army

Edna L. Stephens, 53, Washington, D.C. **budget analyst**, U.S. Army

Patricia E. (Patti) Mickley, 41, Springfield, Virginia **financial manager**, **Defense Department**

Robert E. Russell, 52, Oxon Hill, Maryland civilian **budgetary supervisor**, U.S. Army

Antoinette Sherman, 35, Forest Heights, Maryland **budget analyst**, U.S. Army

Odessa V. Morris, 54, Upper Marlboro, Maryland **budget analyst**, U.S. Army

Ted Moy, 48, Silver Spring, Maryland **program manager**, U.S. Army?

Diana B. Padro, 55, Woodbridge, Virginia **accountant**, U.S. Army

Spc. Chin Sun Pak, 25, Oklahoma U.S. Army

Deborah Ramsaur, 45, Annandale, Virginia civilian employee, U.S. Army

Rhonda Rasmussen, 44, Woodbridge, Virginia civilian employee, U.S. Army

Cecelia E. Richard, 41, Fort Washington, Maryland **accounting technician**, U.S. Army

Edward V. Rowenhorst, 32, Lake Ridge, Virginia civilian accountant, U.S. Army

Judy Rowlett, 44, Woodbridge, Virginia civilian employee, U.S. Army
 William R. Ruth, 57, Maryland Chief Warrant Officer 4th Class, U.S. Army
 Charles E. Sabin, 54, Burke, Virginia civilian employee, **Defense Intelligence Agency** ?

Marjorie C. Salamone, 53, Springfield, Virginia **budget program analyst**, U.S. Army

Janice Scott, 46, Springfield, Virginia civilian **budget analyst**, U.S. Army

Michael L. Selves, 53, Fairfax, Virginia information **management support center director**, U.S. Army

Marian Serva, 47, Stafford, Virginia civilian employee, U.S. Army

Don Simmons, 58, Dumfries, Virginia civilian employee, U.S. Army

Cheryle D. Sincock, 53, Dale City, Virginia administrative assistant, U.S. Army

Patricia J. Statz, 41, Takoma Park, Maryland civilian employee, U.S. Army

Sgt. Maj. Larry Strickland, 52, Woodbridge, Virginia, **senior adviser** on personnel issues to the Joint Chiefs of Staff, U.S. Army

Sandra Taylor, 50, Alexandria, Virginia civilian employee, U.S. Army

Sgt. Tamara Thurman, 25, Brewton, Alabama classified employee, U.S. Army

Willie Q. Troy, 51, Aberdeen Proving Ground, Maryland, **program analyst**, U.S. Army

Meta Waller, 60, Alexandria, Virginia **programs specialist**, U.S. Army

Staff Sgt. Maudlyn A. White, 38, St. Croix, Virgin Islands U.S. Army ?

Sandra L. White, 44, Dumfries, Virginia civilian employee, U.S. Army ?

Maj. Dwayne Williams, 40, Jacksonville, Alabama U.S. Army ?

Lisa Young, 36, Germantown, Maryland civilian employee, U.S. Army

[Other victims=-white-collar Pentagon Consultants, no construction crew workers are found among the victims]

Donna Bowen, 42, Pentagon communications representative, Verizon Communications ?

Gerald P. Fisher, 57, Potomac, Maryland Booz-Allen & Hamilton Inc., [Sr. mgmt consultant] ?

Sandra N. Foster, 41, Clinton, Maryland [civilian employee, **Defense Intelligence Agency**] ?

Robert J. Hymel, Woodbridge, Virginia, civilian **management analyst**

Edmond Young, 22, Owings, Maryland, BTG Inc. [Software, Info Svces] ?

Ernest M. Willcher, 62, North Potomac, Maryland Booz-Allen & Hamilton Inc. [Sr. mgmt consultant] ?

Terrance M. Lynch, 49, Alexandria, Virginia consultant, Booz-Allen & Hamilton Inc. [Sr. mgmt consultant] ?

Allen Boyle, 30, Fredericksburg, [Defense contractor] Virginia ?

Scott Powell, 35, Silver Spring, Maryland BTG Inc. [Software, Info Svces]